

BRUXELLES LAÏQUE
ECHO2

Belgique - België
PP.
Bruxelles X
1/2658

Bureau de dépôt: Bruxelles X
Périodique trimestriel n°73
2^e trimestre 2011



démocratie
cherche
dignité...

Sommaire

Editorial (Ariane Hassid)	3
Démocratie et engagement citoyen – Mobiliser les acteurs (Joseph Licata et Marc Vandewynckele).....	4
Le Juste, l'Injuste et les intelligences citoyennes (Majo Hansotte).....	8
Capacitation Citoyenne. Pratiques à contre courant, esprit en résistance (Judith Vaes)	12
Des formes nouvelles de mobilisation pour l'éducation populaire ? (Jean Blairon)	17
Pour que vive la démocratie "sociale" ! (Joseph Charlier).....	22
La citoyenneté et son double (Hadelin Feront).....	26
Le monde et les gens changent (Mathieu Bietlot).....	29
Citoyenneté, identité et appartenance (Ababacar Ndaw)	33
15 années de lutte pour les sans-papiers et maintenant ? (Cedric Tolley).....	36
Le politique et le citoyen, puissance et impuissance (Thomas Lambrechts).....	42
LIVRE-EXAMEN : Démocratie, dans quel état ? (Alexis Martinet).....	46
INTERVIEW : Thierry Delforge, militant syndical, communiste (marxiste-léniniste), instituteur retraité (Cedric Tolley).....	49
PORTAIL : democracia real ya ! (Mario Friso).....	53

Avec le soutien de la Communauté française.

Bruxelles Laïque Echos est membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles - A.R.S.C. (<http://www.arsc.be/>)

Bruxelles Laïque asbl

Avenue de Stalingrad, 18-20 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/289 69 00 • Fax : 02/502 98 73

E-mail : bruxelles.laique@laicite.be • <http://www.bxllaique.be/>



EDITOrial

A la fin de l'année dernière, je vous invitais, par mon édito, à entamer 2011 sous le signe de l'engagement citoyen. La réalité a dépassé mes vœux, emportée par un souffle d'exigence citoyenne et de démocratie.

D'abord, dès janvier, ce qu'on appelle désormais le "printemps arabe" a commencé à se répandre dans le nord de l'Afrique. En Tunisie, en Egypte, en Lybie, en Syrie, au Maroc désormais, les peuples ont bravé la répression pour descendre dans la rue en exigeant aussi bien la fin d'un régime de restriction des droits politiques que la fin d'un système économique qui les plongeait dans la misère.

Ensuite, ce vent a traversé la Méditerranée pour embraser la Puerta del Sol à Madrid ainsi que d'autres cités espagnoles. Ces jeunes citoyens se sont auto-désignés les "indignés" (en référence au petit pamphlet de Stéphane Hessel diffusé à des millions d'exemplaires dans le monde entier) et réclament la "Democracia Real Ya !" (la démocratie réelle tout de suite). Mobilisés lors des élections locales, ils ont exprimé leur refus d'une démocratie fantoche soumise aux intérêts des marchés financiers et générant toujours plus d'austérité et de précarité. Eux aussi souhaitent à la fois plus de démocratie et plus de justice sociale.

La jeunesse madrilène fait des émules. Un mouvement commence à prendre forme en Grèce, au Portugal, en Italie, en France... et tout récemment à Liège, Gand et Bruxelles, de manière moins massive mais gageons que ce n'est qu'un début.

Même si les contextes économiques et politiques sont différents, il nous semble intéressant qu'un peu partout des citoyens se rassemblent et s'encouragent mutuellement à faire entendre leur voix. Ils ne se satisfont plus d'un système politique qui n'est plus en mesure de répondre à leurs besoins et aspirations. Ils ne se contentent pas d'une démocratie réduite à un jeu électoral plus ou moins cadencé selon les endroits. Ils dénoncent un système économique qui dicte sa loi de la jungle au politique, qui aggrave les inégalités et annonce des crises à venir.

Et surtout, ils inventent de nouvelles manières d'être citoyen, d'être ensemble et de faire de la politique. Ils utilisent aussi bien les nouvelles technologies de l'information que la créativité artistique, la démocratie directe, les rudiments de l'auto-organisation pour la satisfaction des besoins premiers (campements, cantine mobile,...).

Ces mouvements nous rappellent que la démocratie universelle est un idéal, un projet jamais abouti ni figé. Elle doit sans cesse se raviver, se réinventer et s'étendre. La citoyenneté ne se limite pas à l'exercice de droits et devoirs codifiés. Elle exige un engagement permanent pour prendre une part active à la vie de la cité et faire progresser les droits et les libertés.

Elle doit chercher à faire participer tout un chacun à la définition du bien commun et à la construction d'un monde plus juste. Ce qui n'est pas si simple et soulève de nombreuses questions d'organisation, de faisabilité, de représentation, de légitimité, de modèle,... Ce nouveau dossier de notre trimestriel cherche à approfondir ces questionnements.

Osons l'engagement citoyen et unissons nos imaginations laïques pour proposer des projets, des actions ou des indignations, sous quelque forme que ce soit. Notre régionale et le CAL les relayeront.

Ariane HASSID
Présidente



Par Joseph LICATA et Marc VANDEWYNCKELE *

Démocratie et engagement citoyen Mobiliser les acteurs

@Le mot citoyen est un mot chargé d'histoire, trop souvent transformé en adjectif ("*café citoyen*", "*entreprise citoyenne*"). Le citoyen, c'est celui qui peut se tenir debout dans l'espace public, participant à la construction de l'intérêt général.

La citoyenneté quant à elle s'exprime par l'appartenance à une communauté dont on respecte les droits et les devoirs, et dont on revendique la capacité d'agir sur son avenir. Elle ne peut se confondre avec deux autres mots qui en sont pourtant une partie intégrante : le civisme (exercice des droits, notamment le droit de vote) et la civilité (respect des autres et de soi-même).

**(Association Conforte)*

En référence à leur ouvrage Etre développeur de Territoire – mobiliser les acteurs, Chronique Sociale, octobre 2010.

Depuis quelques décennies, les citoyens acceptent de moins en moins de se contenter de voter et de donner un blanc-seing à leurs représentants.

Le projet d'une démocratie délibérative s'est progressivement imposé dans les années 1990 en constatant les limites de la démocratie dite "participative" (*"Je participe, tu participes, il participe, nous participons, vous participez, ils profitent"*, lisait-on sur les murs de la Sorbonne en mai 1968).

De nombreux théoriciens, de Jürgen Habermas à Bernard Manin, ont introduit la discussion préalable à toute décision, avec le risque du faux consensus, évacuant toute opposition. Il s'agit surtout de dégager ensemble le défi sur lequel un ensemble d'acteurs va concevoir un projet.

"Une délibération juste est le résultat de la somme des intérêts contradictoires" pouvait dire Condorcet. C'est au politique de trancher en justifiant que le maximum de contradictions et d'antagonismes ont été entendus et compris. La discussion et la veille citoyenne ne sont pas closes pour autant. La *"souveraineté de contrôle"* (Rosanvallon parle de *"contre démocratie"*) alliée à la *"souveraineté déléguée"* était chère à Condorcet... La délibération pourrait alors être conçue comme un espace transfrontalier entre ces deux souverainetés.

Ces espaces intermédiaires sont essentiellement des lieux d'éducation, de diagnostic, de vigilance, d'éveil à l'esprit critique, d'acquisition d'outils et de méthodes de connaissance et de pensée suscitant

une conscience de responsabilité collective locale et globale.

C'est une des conditions pour prétendre installer un débat démocratique, c'est-à-dire passer de l'écoute des habitants justifiant l'intervention publique à un *"parler ensemble"*. Un débat démocratique peut s'installer à partir du moment où les habitants ont pu préalablement prendre conscience des limites de leur perception de la réalité, dépasser les contradictions ou les conflits d'intérêts, intégrer le particulier dans le global, resituer le présent dans une histoire et une perspective d'avenir, et construire une parole publique venant se conjuguer à égalité avec celle des politiques et des *"experts"*.

Dans nos pratiques de développement local, à travers une méthodologie telle que la recherche - action participative, nous mettons en place des processus qui visent à la démocratie délibérative.

En résumé, ces processus de développement seront articulés autour de quatre moments :

Le moment de l'émergence

Chez les individus et les groupes sociaux concrets sont enfouis des ressources considérables, des potentiels, des passions. Les problèmes ne sont pas niés, mais ils sont observés à partir des forces détectées que nous considérons comme contrariées et qu'il s'agit de libérer.

Le moment de l'expertise

Les individus et groupes sociaux concrets

que nous rencontrons progressivement ont une vision du passé, du présent et de l'avenir et, de manière latente, une capacité de comprendre les situations et de proposer des transformations adaptées. Cette écoute participative est la base de débats démocratiques de plus en plus élargis.

Le moment de la mobilisation

Les individus et les groupes sociaux concrets redevenus auteurs, concepteurs, et acteurs, dépassent progressivement leur intérêt particulier pour entrer dans l'intérêt général. Des micro-projets émergent et sont accompagnés. Ils s'inscrivent petit à petit dans un projet global qui leur est devenu familier.

Le moment de la stratégie

Ayant détecté les énergies disponibles, capitalisé l'expertise au-delà de celle des techniciens et déclenché la mobilisation, il est alors possible de situer chacun dans son rôle suivant le principe de subsidiarité et de produire de nouvelles formes de coopération d'un projet bien identifié.

Au fil des années, ce type de processus s'est toutefois vu contrarier par une atomisation du tissu social. En effet, ce n'est qu'actuellement que nous ressentons le virage opéré à la fin des années 1970 (opéré d'abord dans les pays anglo-saxons) avec le choix d'une société néolibérale, régie par des relations singulières entre l'individu et son environnement. Comme si le monde n'était plus qu'un assemblage d'entités uniques avec pour objectif l'affirmation de soi par la consom-

mation de biens. D'une manière significative, le sentiment d'appartenance à un groupe social s'est dilué en un rapport de force entre des intérêts privés.

De manière très schématique, l'activité humaine de nos sociétés s'organise autour d'un certain nombre de sphères plus ou moins hermétiques.

Or, la sphère associative et les corps intermédiaires (ayant comme fonction d'être un lien entre la population et les aires de décisions, qu'elles soient publiques ou socio-économiques) se sont graduellement dégradés. Cette lourde tendance, renforcée par un repli sur soi dans un contexte économique morose, a transformé durablement l'activité humaine désintéressée en activité humaine de loisir et de consommation, où l'hédonisme et l'individualisme sont considérés comme valeurs premières.

Paradoxalement, les pouvoirs publics proclament une nouvelle culture politique : écoute du citoyen, politique de proximité, promotion de la citoyenneté, à l'instar d'expériences menées dans des pays d'Amérique Latine comme le budget participatif. C'est ainsi que la sphère publique et politique tente de mettre en œuvre, aujourd'hui, des programmes participatifs, à travers notamment des Projets de Ville. Cependant, le plus souvent, la sphère publique et politique s'adresse directement à l'habitant ; elle lui demande d'exprimer ses besoins en tenant compte de l'intérêt général tout comme bon citoyen qui se respecte. Mais, elle fait l'impasse d'une expertise partagée et d'une délibération avant de prendre une décision, et met de côté la

sphère associative, comme étant intermédiaire.

Dans cette démarche, nous observons souvent ce type de cheminement :

- La rencontre entre l' élu et les citoyens se fera en direct, en face à face, sur un sujet local étranger aux enjeux socio-économiques (aménagement de quartier, problème de sécurité, problème de propreté, ...).
- Les échanges feront plutôt émerger les aspects négatifs du sujet pour lequel la participation du citoyen est demandée.
- L' élu aura tendance à vouloir régler tous les besoins exprimés par l'assistance en tenant des promesses qui seront difficiles à mettre en œuvre.
- Le citoyen devenant un habitant-individu aura de la méfiance, de la lassitude, un scepticisme et parfois du rejet envers toutes démarches participatives face à un constat d'immobilisme (les engagements pris par la sphère publique se faisant attendre). Et lors de consultation citoyenne, l'espace de débat sera noyauté par un public ayant davantage une attitude NIMBY (not in my back yard) qu'une attitude constructive et d'ouverture vers l'autre.

Dans ce nouveau contexte, quel est l'usage fait de l'espace public (lieu intermédiaire qui rend possible la rencontre de groupes sociaux différents, l'échange de point de vue, la délibération en vue d'une décision concernant la vie de la Cité) ? En effet, aujourd'hui, l'espace public est

davantage perçu comme une forteresse à conquérir (ou à défendre, à occuper), avec pour corollaire une communication sur le mode de la confrontation. Face à cette réalité, la volonté de s'appuyer sur la culture vécue et de construire avec les différents acteurs concernés des espaces de rencontre, de réflexion et de débat pour se comprendre avant de programmer, nous amène à réaffirmer ces quelques défis :

- Constituer les habitants, les citoyens, en co-auteurs – concepteurs – acteurs – évaluateurs des projets de territoire et en développant leur niveau de conscience politique.
- Reconstituer une subsidiarité active à partir de l'identification des besoins dans la sphère privée pour les faire venir dans l'espace public, comme base d'un nouveau contrat social.
- Faire renaître un mouvement social, opposé à l'orgueil de l'action technique et administrative.
- Permettre au politique de donner le sens.
- Promouvoir une économie de pleine activité dans une vision dynamique et productive de la sphère socio-économique.
- Récuser toute stigmatisation ou enfermement de groupe social, de classe d'âge, de culture ou de territoire.
- Passer pédagogiquement du local au global et du présent aux générations futures.

Dans notre volonté d'explorer d'autres mondes possibles, cette réflexion s'inscrit dans la notion d'utopie. La recherche-action participative qui est notre modèle d'action s'inscrit dans ce courant.

Chacun est conscient du fait que le modèle de société néolibérale vise une prise de pouvoir technocratique et l'évacuation corrélative de l'utopie sociale, culturelle et politique¹.

L'ambition de ces processus mis en œuvre est de promouvoir la force des alternatives pour inverser cette logique, en détectant les lieux de vie et de résistance : dans les territoires (urbains et ruraux), dans les entreprises, les institutions et les partis politiques, dans différents domaines.

L'audace de la liberté existe face à des dangers repérés. Elle s'exprime par un déblocage de l'imaginaire, couplé à une vision transformatrice (une autre façon de voir) et à des expérimentations anticipatives. Cette vision transformatrice est possible par un renouveau de l'éducation populaire conscientisante chère à Paolo Freire, rendant lisible la complexité des situations, la pluralité des enjeux et des échelles de réalisation, pour affronter la vie.

Face aux systèmes basés sur la séparation des intérêts, le laminage, voire la destruction méthodique des collectifs, la peur et le désarmement de la contestation, il nous semble essentiel de réarmer les individus, les citoyens et les groupes sociaux

en réactivant en priorité la sphère culturelle (celle des habitants), et en repensant les modèles d'action au niveau individuel, communautaire (celle des groupes sociaux) et collectif à l'échelle de la société toute entière.

¹ "Le temps des utopies" – *Manière de voir* n°112 – Le Monde diplomatique – Août septembre 2010



Par Majo HANSOTTE*

Le Juste, l'Injuste et les intelligences citoyennes

Je vous propose un voyage au pays des intelligences citoyennes, illustré par des actions réalisées avec des collectifs qui se sont appuyés sur ces intelligences.

**Auteure de Intelligences citoyennes, éd. De Boeck, 2005*

Une conquête de l'énonciation humaine

La véritable conquête dans la déclaration des Droits de l'Homme, c'est la déclaration elle-même : le pouvoir citoyen de proclamer. Ainsi, les événements liés au printemps arabe ont fait tenir à de nombreux commentateurs des propos enthousiastes. Malgré leurs armées répressives, malgré leurs polices sans foi ni loi, les dictateurs peuvent être chassés du pouvoir... "Dégagez, potentats incompetents, présidents voleurs, dictateurs tortionnaires et assassins !", voilà le nouveau mot d'ordre qu'ont repris en écho les jeunes et les moins jeunes, ceux qu'on traite d'ordinaire de gueux et d'émeutiers et qui ne désirent au fond qu'une chose : recouvrer leur statut de citoyens, responsables en dernière instance de leur pays et de leurs destinées, un point c'est tout !

Une scène pour l'action et la parole citoyennes : l'espace public

Au-delà du rapport à l'Etat de Droit, l'espace public est aussi une *dynamique autonome* entre citoyens, qui se dégagent de leur vie personnelle, familiale, professionnelle, pour s'engager dans les questions liées à la vie en société. C'est une dynamique *dans laquelle on s'engage librement*, qui maintient vivantes l'imagination sociale, la vigilance critique et qui renouvelle les scénarios de vie. Cette instance symbolique se distingue des lieux publics (ce n'est pas la même chose), mais elle nécessite des lieux concrets et communs (et donc aussi des lieux publics) pour se déployer... Tous les registres du corps et de la parole peuvent être mobilisés pour faire vivre cette scène symbolique, inventée de toutes

pièces, selon une créativité toujours ouverte. Néanmoins, on constate régulièrement l'émergence de pratiques liées à l'espace public au sein de régimes totalitaires ou autoritaires, grâce à la résistance des citoyens dominés, qui prennent un grand risque puisque de telles pratiques ne sont pas légalisées dans ces régimes.

Car si l'État de Droit jusqu'à présent reste essentiel, le pouvoir en démocratie, à la différence d'une monarchie absolue par exemple, n'appartient à personne : le pouvoir, c'est une fonction que l'on prête provisoirement, à l'opposé de toute forme d'oligarchie. L'espace public est à la fois la manifestation et la garantie d'un refus permanent de l'oligarchie, qu'elle soit financière, économique ou autre... Une oligarchie constamment de retour et à combattre, hier comme aujourd'hui.

Espace public et médias : quelle articulation ?

L'espace public ne se confond pas avec l'espace médiatique, tout en entretenant des interactions étroites avec lui. Dans une perspective de conquête démocratique, les journaux ou tracts engagés du XIX^e siècle opéraient un travail actif de "médiation", en mettant en contact, les unes avec les autres, les expériences injustes vécues, les colères, les visions du monde, les utopies, les narrations et analyses, pour les renforcer et les mettre en synergie. Une telle médiation a favorisé l'émergence de luttes sociales et d'un espace public concret. Aujourd'hui, les réseaux sociaux, les blogs, les sites ou autres alternatives médiatiques, écrites ou audio-visuelles, jouent régulièrement ce rôle de "médiation médiatique" et

de mobilisation, à condition que ces modes de communication ne soient pas soumis à une censure, ne soient pas à la solde de puissances financières, et n'enferment pas les gens dans une consommation permanente ou dans une hypnose de l'écran ; en bref, à condition de garder une force critique et mobilisatrice.

Dans les événements actuels, les insurgés agissent sur la Toile pour faire entendre leurs voix. La jeunesse intuitivement trouve des astuces de contournement de la censure, de nombreux acteurs dans les pays concernés cherchent à mettre sur pied des médias totalement indépendants et que cette exigence se retrouve à différents endroits de la planète. L'optimisme invite aussi à voir que les mouvements liés au printemps arabe sortent des clivages convenus et montrent une évolution très importante des mentalités : "Ni contre l'Occident ni avec l'Occident" ont-ils proclamé. Exigence radicale d'autonomie, même si les inquiétudes restent vives face au risque de reprise en main religieuse et théocratique.

L'espace public, une énonciation déployée

Lorsque l'événement et l'émergence se vivent à chaud, comment la société civile, partout dans le monde, peut-elle avoir prise sur elle-même, s'organiser en vue d'une réelle transformation collective ? Lorsqu'elle se mobilise contre l'injuste, comment peut-elle se soustraire, le mieux possible, aux manipulations idéologiques, financières, religieuses, ... ? A travers une temporalité longue, selon des registres différents, c'est toute une culture de l'espace public qu'il

faut pouvoir déployer, appuyée sur des associations et des mouvements sociaux, et aujourd'hui aussi sur une myriade de collectifs, rapidement constitués, mobilisés par les situations plus que par les programmes : un engagement situationnel. L'espace public ne se limite pas à un moment insurrectionnel ; c'est une dimension permanente de la vie collective, nécessitant une constante pratique de la réflexivité et du questionnement, résistant à toute normalisation. Au-delà d'une apparente spontanéité, ce sont des compétences qui sont à mobiliser par les citoyens, individuellement et collectivement, compétences nommées ici *intelligences citoyennes*. Qu'entendre par là ?

Un gouvernail pour penser et agir

En démocratie, quatre principes fondateurs font système ; s'ils disparaissent, les démocraties politiques et sociales (les deux volets étant indispensables), déjà très imparfaitement constituées, s'effondrent définitivement. Ces principes traversent les cultures ; les luttes sociales sur l'ensemble de la planète en témoignent. A la différence des valeurs particulières, culturelles ou personnelles, les principes ne peuvent être relativisés et dissociés ; ils constituent des repères "systémiques", pour réfléchir et agir. Mais ils ne donnent pas de solutions toutes faites. Celles-ci sont à trouver collectivement. Soit réfléchir selon le *gouvernail* suivant :

Selon l'exploration proposée dans les *Intelligences citoyennes* (M. Hansotte, de Boeck, 2005), différentes intelligences, au sein de collectifs aux statuts multiples, font vivre l'espace public démocratique et son gouvernail de référence : les intelligences

narrative, déconstructive, prescriptive, et argumentative.

Le pacte citoyen : l'intelligence narrative

Du "Je" au "Nous" et du "Nous" au "Nous Tous et Toutes"

Les médias usent et abusent des témoignages citoyens dans le registre de la souffrance et de la plainte, faisant de nous une société de victimes. L'urgence est donc de transformer cette plainte en une action et une exigence de transformation sociale, sortant les acteurs d'une passivité victimaire et les branchant sur des devenirs inédits.

C'est la vision latente d'un devenir plus juste qui va permettre un travail collectif d'interprétation et d'universalisation, au-delà du subjectif individuel, si le témoignage est socialisé, s'il s'inscrit dans un espace de rencontre entre humains : associations, espaces de quartiers, mouvements, syndicats, collectifs, universités populaires, lieux de paroles, ... Tous ces espaces indispensables où le récit n'est pas pratiqué comme source de distraction ou de consommation : il s'inscrit dans un pacte narratif humain, actif et engagé, relié à un contexte économique, politique, social, voire institutionnel.

Un tel pacte peut être synchronique – le narrateur et les narrataires sont contemporains et communiquent en direct, quel que soit le canal de communication – ou différé – un récit historique raconté par un témoin disparu peut très bien aussi nourrir l'intelligence narrative des citoyens d'aujourd'hui : dans les deux cas, il y a transmission. Cela implique donc un travail interactif

et collectif de production de sens : par et pour ceux qui transmettent, et surtout par et pour ceux qui reçoivent. Dégager des exigences de changement pour "Je" qui raconte, et pour "Nous" qui accueillons son récit, en se soumettant à l'épreuve du "Nous Tous". Qu'est-ce qui serait juste pour tous les humains concernés par cette situation injuste : celle-là et toutes celles qui s'en rapprochent ?

L'impertinence culturelle : l'intelligence déconstructive

Déconstruire, pour le philosophe Derrida, c'est questionner et détricoter en permanence les catégories et les codes qui nous sont imposés : pratiquer l'impertinence. Pour amorcer une exigence collective de changement, issue d'un pacte narratif, c'est une impertinence culturelle et créative qu'il faut pouvoir développer, en préservant le droit au plaisir et en privilégiant l'accès à l'espace public. L'impertinence, ce sont toutes les modalités créatives par lesquelles un groupe se "paie le luxe" d'interroger, y compris joyeusement, les rôles sociaux, les rapports amoureux, les rapports familiaux, les rapports de travail, les rapports de force économiques, les rapports médiatiques, les rapports médicaux, pour les détricoter.



Avec "Pauvreemploi" je positive ! Ce kit du "Pauvreemploi" nous présente les composants "diététiques" du Pôle Emploi en France : 0% de solidarité syndicale, 100% de flexibilité ; 0% de plaisir, 100% d'incertitude ; 0% d'initiatives, 100% de temps occupé.

Débusquer ce que ces différents rapports ont d'arbitraire et d'injuste, imaginer une manière totalement différente de vivre, d'avoir du bonheur... L'art sous toutes ses formes est une ressource indispensable.

Se nommer et revendiquer : l'intelligence prescriptive

La prescription est indispensable à l'émergence d'un mouvement social complet. Comment faire en sorte que se formulent des exigences précises de changement, produites et portées par de nombreux acteurs ? Comment inventer des injonctions radicales non négociables, qui font avancer les rapports sociaux ("A travail égal, salaire égal !" ou bien "Un enfant si je veux, quand je veux") et se donner un nom collectif ? Le collectif "solidarsanté" (lié au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté) a créé une campagne d'affichage de choc et dénonce le tort subi ("Je mange ou je me soigne"/"La santé...à quel prix ?") pour défendre son exigence "Ensemble pour une égalité d'accès aux soins de santé".

Ailleurs, les mots d'ordre prescrivent le départ d'une personne et derrière d'un régime : en Serbie, "Gotov je" ("il est fini !") ; dans les pays arabes "Dégage".

A différents endroits du monde, dans le passé et encore aujourd'hui, les mouvements sociaux ont opté pour une scénographie du conflit où le corps est mis en avant, privilégiant son expressivité conflictuelle. Manifester, c'est rendre manifeste le tort subi en marchant. Dans les grèves, le corps s'arrête de travailler et c'est le corps aussi qui occupe l'usine ou se couche devant les chevaux (ou se dresse devant le char).

L'intelligence argumentative

Argumenter représente une ressource essentielle dans la construction individuelle et collective d'un rapport au vrai et au juste. Le registre de l'argumentation est cependant l'un des plus pervertis en démocratie, car il instaure un rapport de force extrêmement violent sous des dehors anodins. En effet, depuis l'Antiquité, l'argumentation repose sur la maîtrise de jeux rhétoriques, sans lien direct au vécu, favorisant un exercice de style qui est le propre d'une élite scolaire, académique ou encore politique.

En outre, les "débats", dont les médias nous abreuvant, fonctionnent comme un jeu de gladiateurs avec des perdants et des gagnants, un jeu agonistique où il s'agit d'abord d'affaiblir sa proie, de montrer sa force, de mettre l'autre en difficulté... plutôt que de rechercher collectivement la meilleure analyse ou la meilleure solution possible.

Comment rendre dès lors à la démarche argumentaire, nécessaire à la construction d'une rationalité collective ainsi qu'à la prise de décision d'un collectif citoyen, une réelle pertinence démocratique ?

Un débat se doit d'être triangulé par des repères tiers, à savoir les principes fondateurs d'une démocratie (le gouvernail). Sans cette référence, un débat devient un simple rapport de force, ouvert à toutes les sauvegardes, alors même qu'il est censé incarner un lieu de mise en suspens des violences, pour construire une intelligence collective par la raison.

Le philosophe allemand Habermas parle de délibération démocratique et non de débat.



"Parler, c'est agir, c'est poser un acte qui a des effets. Parler, c'est donc s'engager et prendre une responsabilité." Pour Habermas, en démocratie, lorsque l'on entre dans une délibération argumentée, il est important de poser des actes de parole qui traitent l'autre comme un sujet égal à soi et non comme un objet, de mettre en suspens les compétitions rhétoriques.

La valeur d'une délibération démocratique est procédurale ; procédure qui permet de valider et de légitimer le résultat. Chaque citoyen peut entrer dans une délibération démocratique avec ses convictions, quels qu'en soient les contenus. À condition toutefois qu'il accepte l'idée selon laquelle, au terme d'une procédure valide méthodologiquement – le "sol commun" sans lequel débattre n'a pas de sens –, ce à quoi il croit le plus personnellement ne sera pas nécessairement retenu comme résolution commune, valant pour tous, pour la vie en société. Cette procédure associe plusieurs registres de paroles et plusieurs moments distincts. Une délibération valable est un processus lent, social, culturel, ne s'enfermant pas dans un seul lieu, un seul moment.

"Homme Sweet Home...": Ces garçons et ces filles dénoncent, dans des tableaux parlants, les rapports de sexe qui continuent de sévir.

Par Judith VAES*

Capacitation Citoyenne

Pratiques à contre courant, esprit en résistance

Choisir l'engagement citoyen, c'est s'investir personnellement dans des initiatives partagées avec d'autres et orientées vers un horizon de transformation sociale. C'est également un moteur de transformation personnelle. L'auto-estime et l'autonomisation de l'individu n'en sont pas les résultats attendus et programmés comme le suggère la notion d'"empowerment individuel", elles sont un moyen par lequel la personne trouve une place et parvient à se mettre au service d'un projet plus global, porté collectivement.

Cet engagement citoyen est le moteur de la participation à un large mouvement dont fait partie le réseau Capacitation Citoyenne.

Idéalisme ou utopie de croire qu'on peut changer le monde pour le rendre plus juste ? Sans doute, mais sans rêves autant ne pas vivre.

**Ancienne animatrice de Periferia*

Les mots décrivent mal la richesse des expériences que l'on veut partager ici. Les plus séduisantes notions, telles que la démocratie, la solidarité, l'égalité et les concepts les plus innovateurs, comme le néologisme même de "capacitation citoyenne", sont aujourd'hui utilisés à tort et à travers, et leur omniprésence dans les discours en galvaude l'authentique signification, celle qui résulte de l'adéquation des paroles et des actes.

C'est donc trivialement que le présent écho tentera d'expliquer un concept, les valeurs et les pratiques qu'il sous-tend, et profitera de l'occasion pour se pencher sur les implications et la mise en application de la "capacitation citoyenne" dans l'expérience commune de groupes, de professionnels, de citoyens, de gens, en fin de compte, réunis au sein du Réseau Capacitation Citoyenne.

Dans une perspective de transmission et de développement, une définition du terme a dû être esquissée : "*La capacitation citoyenne, c'est comprendre les raisons de sa situation et pouvoir la faire évoluer avec d'autres citoyens*".

Ici, on ne conçoit pas la capacitation citoyenne comme une méthodologie à proprement parler, avec ses techniques et ses outils, bien qu'elle se base sur des manières de faire. Nous ne l'appelons pas "méthode" car il s'agit davantage d'une démarche. C'est un esprit, une logique, qui se rapproche d'une philosophie, sociale et politique, par ses questionnements ou par la réflexion qu'elle suggère.

Par ailleurs, elle se fonde sur des valeurs

et représente une façon d'être aux autres, essentiellement égalitaire et solidaire. En cela, la capacitation citoyenne s'apparente à une éthique face aux enjeux du "comment faire société" ensemble. A plusieurs égards, cette pratique s'inscrit en faux avec l'organisation sociopolitique de nos démocraties représentatives, où l'on observe trop souvent la perte de pouvoir des citoyens par rapport aux enjeux qui les concernent. Capacitation Citoyenne redonne de la confiance et de l'espoir, de l'énergie, de la force et par là même du pouvoir.

Une histoire commune, écrite collectivement.

Depuis 2000, le programme Capacitation Citoyenne a été et continue d'être, sous diverses formes, l'expérience collective de nombreux groupes, d'un réseau, et de deux équipes d'animation ("arpenteurs" et Periferia), prenant place sur de multiples territoires à la croisée du Brésil, du Sénégal, de la France et de la Belgique.

Aujourd'hui, ils sont une centaine de collectifs en tout genre : ce sont des entreprises d'économie sociale, des groupes de formation en planification urbaine, des comités d'habitants, des collectifs de droit au logement, des maisons médicales, des espaces de parole pour habitants de la rue, des groupes de femmes d'origine étrangère, des plates-formes d'associations de jeunes, des compagnies de théâtre-action, des écoles alternatives... Au-delà de la diversité qui règne, ils partagent au moins un point commun : être porteurs d'initiatives dites citoyennes, orientées vers le changement

social et l'amélioration des conditions de vie collectives.

Sans détailler ici l'histoire de la constitution de ce réseau¹, il est indispensable de réaffirmer l'idée fondamentale ayant toujours guidé ce projet : les multiples facettes et initiatives des engagements citoyens sont d'incroyables richesses et des ressources à valoriser et à articuler ensemble.

La participation des groupes au programme Capacitation Citoyenne suit un processus en plusieurs étapes.

L'élaboration d'un livret sur l'expérience d'un groupe correspond à quatre ou cinq rencontres où ses membres sont invités à réfléchir et discuter de leurs pratiques, en dehors de tout cadre prescriptif. L'animateur est le regard extérieur qui pose de simples questions : Qui êtes-vous ? Que faites-vous ? Comment ? Qu'est-ce que ça apporte ? Un texte se construit progressivement avec les amendements et reformulations du groupe jusqu'à sa parution et sa diffusion. Un nouveau livret est chaque fois diffusé à l'ensemble des groupes constituant le réseau et à ses financeurs ainsi qu'à toute autre personne intéressée. Tous sont disponibles sur Internet.

Vient ensuite le temps des rencontres pour se présenter et échanger.

Elles sont plénières et annuelles quand on se rencontre pendant deux jours pour élaborer collectivement le programme d'action et les thèmes d'intérêt commun.

Elles sont thématiques quand on aborde spécifiquement les sujets comme le financement des actions citoyennes, la mobilisation, le partage des richesses, les droits fondamentaux,...

Les équipes d'animation se chargent des conditions logistiques mais l'atmosphère particulière qui y règne est le fait des participants qui viennent se présenter et mettre en commun leurs expériences et idées.

Du choix des dispositifs au récit d'expérience

Les équipes "arpenteurs", situés à Grenoble, et Periferia, basée à Bruxelles, sont les initiateurs et animateurs de la démarche et donc aussi les démarcheurs auprès des groupes auxquels sera proposé le processus.

Des critères de sélection des groupes, il y en a peu : il s'agit principalement de collectifs (pas nécessairement constitués de manière formelle) qui portent des initiatives citoyennes, qui n'ont pas beaucoup de moyens internes pour mener une réflexion sur leurs pratiques, se faire connaître ou être en réseau avec d'autres groupes ou structures, mais qui sont déjà forts d'un projet propre et singulier.

L'écriture du livret est un espace qui veut donner une place et une voix à tous les acteurs de l'expérience, à l'image du "Parlons-En!", espace de parole à Charleroi, où se retrouvent, une fois par mois, sans-abris et professionnels,

directeurs de centre d'accueil, élus locaux, pour discuter de la situation de la vie dans la rue².

Cette démarche met en évidence qu'au sein des collectifs humains il existe toujours des différences de statuts ou d'engagement, des rapports de force et que nous n'avons pas tous la même perception d'une expérience pourtant commune. Eclaircir ces différences contribue à désamorcer les crispations, les conflits ou les sentiments d'injustice qu'elles génèrent parfois et à envisager plus sereinement comment fonctionner ensemble pour neutraliser le plus possible leurs effets négatifs.

Loin d'un récit journalistique qui décrit la réalité des protagonistes depuis l'extérieur, ou d'une plaquette de présentation aseptisée visant la promotion d'une initiative et de ses porteurs, le livret est un processus de co-écriture, un résultat concret mais évolutif sur lequel tous les participants ont prise puisqu'il est remis en débat à chaque rencontre. L'animateur n'écrit pas sur le groupe, jamais ne juge ou n'émet son avis personnel. Il pousse plutôt au dialogue et met en lien, interroge ce qu'on ne dit pas, toujours dans le souci de traduire le plus fidèlement possible ce qui est dit afin que le texte permette au groupe de s'analyser pour avancer. D'ailleurs, le livret final ne sera publié que si tous les participants s'accordent sur son contenu, c'est à cette condition qu'il peut véritablement servir et être approprié par le groupe.

Des limites ont déjà été rencontrées dans la mise en œuvre de ce processus avec

certains groupes : là où le groupe n'existe pas réellement, il y a des obstacles à la continuité de la réflexion et à l'appropriation du résultat ; là où tous les membres de l'expérience ne participent pas à son élaboration, le livret est plus partial et ne retraduit qu'un angle de la réalité ; là où les participants ne sont pas alphabétisés en français, la co-écriture est presque impossible...

Néanmoins, *"les livrets c'est une reconnaissance et une prise de conscience des gens. Ils disent des choses pendant les rencontres et quand ils les relisent ils découvrent que ce qu'ils disent a plus d'importance que ce qu'ils ne le pensaient."*

"L'important n'est pas que les livrets soient lus, l'important est de faire les livrets, car les écrits restent..."

Au-delà de valoriser l'auto-estime et l'autonomisation individuelles, par la réalisation conjointe d'un livret, Capacitation Citoyenne renforce la confiance liée à l'appartenance au groupe, les capacités collectives et l'envie de s'ouvrir et se présenter à d'autres.

Les rencontres : oser prendre sa place dans l'espace public de débat.

Capacitation Citoyenne est aussi une invitation à sortir de l'"entre-soi", à construire, au fil des rencontres, de nouveaux liens sociaux et des réseaux entre Grenoble et Bruxelles, Paris et Charleroi, Dunkerque et Dakar, Namur et Fortaleza, Roubaix et Liège. C'est l'occasion d'ouvrir son imaginaire puisque, pour une fois, on

ne se retrouve pas qu'entre femmes, entre jeunes, entre personnes marginalisées de tout poils, entre élus, entre travailleurs sociaux. Capacitation Citoyenne crée les conditions d'une rencontre "improbable" entre tous ces profils, qui transcende les statuts, les milieux socio-économiques, les catégorisations en tout genre. Par ailleurs, de part son hétérogénéité et son ouverture, le réseau est mouvant, flexible, sans droit d'entrée ou étiquette d'appartenance, on y vient et on s'en va quand on le sent.

Néanmoins, malgré les efforts de diversification des groupes approchés, force est de constater qu'on se retrouve assez souvent entre personnes économiquement défavorisées ou relativement marginalisées par rapport aux normes de notre société. Le décroisement par rapport aux couches plus socio-économiquement valorisées de notre société ne s'est pas encore produit au sein du réseau. Serait-ce une incapacité à dépasser nos préjugés par rapport aux différences qui engendrent l'inégalité ? Serait-ce parce qu'on retrouve peu d'actions à portée citoyenne dans les classes sociales favorisées, capables de dialoguer avec d'autres ? Ces questions méritent d'être posées.

Une gestion centrale participative

Basée sur l'égalité, la libre expression, la foi en nos intelligences collectives, la gestion du réseau est en soi une pratique de prise de décision consensuelle et démocratique. Qu'on soit 20 ou 70 personnes, aux rencontres plénières annuelles, ce sont les personnes présentes qui parlent,

négocient, choisissent et programment les grandes orientations et ce qui sera l'agenda du réseau pour l'année suivante. Mais comment faire exister et intégrer la voix des absents ? Et celle de ceux qui malgré tout ne s'expriment pas ? On peut regretter le caractère parfois trop limitatif d'un espace discursif, où les idées sont maîtresses et où l'on n'a pas encore mis au point d'autres formes de participation que celle au débat.

Par ailleurs, les équipes d'animation détiennent des savoir-faire nécessaires à la perpétuation de la démarche et l'animation du réseau ainsi qu'un pouvoir/devoir d'initiative différent de celui des groupes. Ce serait un leurre de revendiquer et prôner une égalité totale en terme de responsabilités et de décision concrète de comment les choses seront mises en œuvre. Néanmoins, le souci d'impliquer de multiples manières les groupes dans l'organisation logistique, l'intendance, le contenu des rencontres, la (re-)présentation du réseau à l'extérieur est constante dans le chef de "arpenteurs" et de Periferia. Ainsi, si elles sont souvent à l'origine des impulsions, selon des orientations déterminées collectivement, la mise en œuvre est toujours concertée et partagée au maximum avec les groupes.

Comment influencer les politiques et la société ?

"Dans le réseau, on peut parler franchement, sans langue de bois. Il y règne une grande capacité d'écoute. Capacitation Citoyenne est un terrain neutre où il n'y a pas d'enjeux directs pour les territoires de chacun. On avance dans notre objectif

*d'amélioration sociale même si on ne part pas forcément avec du concret."*³

A tout moment du processus de capacitation citoyenne, on pose la question du lien de l'initiative citoyenne avec l'action publique. *Le groupe vise-t-il à influencer à court ou à moyen terme les institutions, les politiques publiques, leur environnement, ... ?* Au sein du réseau, les groupes cherchent-ils ensemble à peser sur l'esprit, les priorités et les décisions des élus politiques ? C'est là probablement l'enjeu fondamental auquel se confronte ce mouvement citoyen et qui met en évidence quelques-unes de ses limites.

Il existe de nombreuses façons de faire prévaloir la diversité par rapport à l'homogénéisation constante de nos modes de pensée modernes. Ici, il n'existe pas de représentants du réseau, on en est tous des participants, une partie de la mosaïque.

Dans la même idée, le réseau ne prend pas de positionnement politique public sur des thèmes précis parce qu'il n'a pas prétention à représenter la voix des groupes. Capacitation Citoyenne a plutôt une fonction de "haut-parleur" en rendant visibles ces voix et leur richesse, aussi quand elles sont divergentes.

Par contre, l'ensemble des groupes prône l'importance de se faire entendre et la nécessité de travailler en collaboration avec les élus pour avancer dans nos combats. Certains élus locaux, et même des ministres régionaux, se sont déjà retrouvés aux réunions du réseau, interpellés par des citoyens, dans un espace de

dialogue respectueux et sans enjeux immédiats (électorales ou lobbyistes) où les rapports de force sont désamorçés.

Mais quelles avancées réelles ces espaces ont-ils permis ? On est des citoyens et donc on a le droit de s'exprimer. Oui mais, au-delà du dialogue, est-on entendu et pris en compte ? Cela est-il possible au sein de nos espaces où le rapport de force citoyens-élus n'existe pour ainsi dire pas ? Ne faut-il pas en sortir et faire réellement "mouvement" avec d'autres citoyens ?

Convaincus que l'organisation et le fonctionnement de la société ne peuvent se passer des énergies et compétences citoyennes et que celles-ci devraient avoir une place davantage valorisée, les groupes ont décidé que le réseau, avec sa créativité et les multiples innovations qu'il rassemble, devait sortir de l'anonymat et se faire entendre dans l'espace public, y faire connaître et reconnaître ce qu'il fait. Les groupes se sont vite retrouvés dans la formule "*si on ne tient pas compte de nous, nous on est capable de tout !*" et le projet de la Karavane Capacitation

Citoyenne, comme un large événement commun mais décentralisé sur de multiples territoires, est né.⁴

Car "*changer le monde commence par se changer soi-même*"⁵, Capacitation Citoyenne signifie révéler les capacités existantes, se permettre de les interroger et les échanger pour se renforcer mutuellement et, en fin de compte, encourager leur mise en œuvre dans la construction de projets et d'actions communes.

¹ Cette histoire est précisément expliquée dans les livrets "*Le Réseau Capacitation Citoyenne, première synthèse*" et "*Ensemble, une histoire en marchant*" disponibles sur www.capacitation-citoyenne.org/livrets

² Livret "*Une parole partagée pour avancer contre la pauvreté. "Parlons-en" au Relais Social de Charleroi*" www.capacitation-citoyenne.org/livrets/bleus/

³ "*Ce qu'apporte Capacitation Citoyenne. Des stratégies, un programme. Les rencontres de Roubaix des 22 et 23 juin 2007.*" <http://www.capacitation-citoyenne.org/livrets/emeraude>

⁴ Pour suivre le parcours de la Karavane Capacitation Citoyenne sous ses multiples visages, rdv sur www.capacitation-citoyenne.org

⁵ Kenny Arkana "*Entre les lignes: clouées au sol*", Entre Ciment et Belle Etoile, 2006.

Par Jean BLAIRON*

Des formes nouvelles de mobilisation pour l'éducation populaire ?

Lorsque l'on prend acte de l'émergence de formes nouvelles d'action collective et d'engagement, le constat est souvent partiellement grevé d'un implicite de succession obligée (les nouvelles devraient prendre le relais, voire remplacer les anciennes) et d'une manière de jugement de valeur : les expérimentations nouvelles seraient créditées de plus de légitimité que les traditionnelles, suspectées d'avoir perdu tout ou partie de la leur.

**directeur de l'asbl R.T.A. (Réalisation – Téléformation – Animation)*

En l'occurrence, il convient, nous semble-t-il, de partir de l'hypothèse, avancée par Pierre Bourdieu, que désormais la lutte politique passe notamment par une lutte pour la légitimité – et qu'en conséquence toute réflexion sur la légitimité des formes de mobilisation est aussi liée à des effets politiques :

“La lutte politique est une lutte cognitive (pratique et théorique) pour le pouvoir d'imposer la vision légitime du monde social, ou plus précisément, pour la reconnaissance, accumulée sous forme de notoriété et de respectabilité, qui donne autorité pour imposer la connaissance légitime du monde social, de sa signification actuelle et de la direction dans laquelle il doit aller.”¹

Dans ce contexte, les “notations” des formes “traditionnelles” ou “nouvelles” de mobilisation par l'opinion publique, les médias, les analystes, les militants ou les spécialistes doivent être passées au crible des intérêts et des enjeux : ce n'est pas “naturellement” ou “par la force des choses” que des forces de mobilisation “traditionnelles” sont éventuellement considérées comme partiellement désuètes. Il s'agit bien en l'occurrence d'un effet et d'un enjeu de la lutte cognitive pour la légitimité.

Succession, légitimité, affirmation performative

Prenons l'exemple d'Alain Touraine qui, en mettant en lumière le concept de “paradigme”, pense que les conflits sociétaux se sont inscrits successivement dans le paradigme politique (le conflit oppose le

pouvoir absolu du Roi et la volonté populaire : la “Nation” entend décider de son avenir en mettant en avant l'égalité des citoyens), dans le paradigme social (les conflits confrontent les groupes patronaux et ouvriers à propos de la contribution des uns et des autres au “développement”, à la définition de celui-ci et au partage des richesses qu'il produit) et dans le paradigme culturel (les conflits portent sur la liberté des individus par rapport à des forces “impersonnelles” : “la société de masse, l'impersonnalité des marchés, et la violence de la guerre”²). Pour le sociologue, le paradigme social est épuisé, nous vivons la fin de la civilisation du travail, voire la fin du social : le combat pour les droits sociaux devrait peu à peu être remplacé par le combat pour les droits humains³.

Ces éléments théoriques possèdent une face très concrète, qu'on peut brutalement illustrer à partir de la question suivante : si la lecture en termes de paradigmes successifs était avérée, il conviendrait alors d'acter la perte de légitimité de la démocratie représentative et de prendre en compte le fait que l'éducation populaire est une forme d'éducation permanente qui appartiendrait au passé.

On voit bien ici que ces analyses possèdent une face *performative* : en proposant une lecture de ce qui est et a été, elles constituent aussi une intervention sur ce qui peut ou doit être.

Il nous a donc paru utile de fournir quelques repères analytiques pour permettre à chacun un recul réflexif sur cette

question de la succession, de la légitimité et de l'obsolescence.

Cinq questions à poser pour analyser les formes de mobilisation

Pour étudier les formes de mobilisation qui sont à l'œuvre aujourd'hui sans tomber d'office dans une pensée de la succession et être soumis aux effets qu'elle induit, nous pensons qu'il est utile de se poser les cinq questions suivantes.

1. Quelles sont les questions considérées comme en souffrance que la mobilisation entend affronter et à propos desquelles elle propose une réponse “nouvelle” ?
2. Comment se distingue-t-elle d'autres formes de mobilisation dont elle conteste partiellement la pertinence, la cohérence ou l'efficacité ?
3. Dans quelle forme de force trouve-t-elle une partie de sa justification ?
4. Quelle forme de lien propose-t-elle à ceux qui s'y engagent ?
5. Quelle forme de légitimité qui lui soit propre ou intrinsèque met-elle en avant ?

Nous allons illustrer le type de questionnement que nous proposons comme support de l'analyse en le confrontant à quatre suggestions de formes de mobilisation qui sont avancées comme légitimes par des auteurs différents⁴.

Quatre propositions pour des mobilisations légitimes

Dans son tout dernier ouvrage, Alain Touraine définit les formes légitimes futures des conflits sociétaux. Selon lui, la “tâche immense” qui consiste à “*arrêter la destruction de toute vie sociale par l'économie globalisée [...] ne pourra être menée à bien que par des militants et des figures exemplaires organisés, non plus verticalement, comme les partis et les syndicats, mais horizontalement, par une opinion publique et par des acteurs informés surtout par les médias et par Internet et décidés à ne pas laisser se construire un nouveau pouvoir encore plus autoritaire que l'ancien. Ces individus et ces groupes sont conduits par leur volonté de n'être guidés que par leur propre appel à la défense de tous et de tout, y compris de l'environnement menacé par les formes actuelles de production.*”⁵

La question posée est ici celle de l'arrêt de la destruction de la vie sociale et de l'environnement par une économie globalisée (Touraine démontre que l'Etat-nation n'est plus le cadre de cette lutte) ; la mobilisation veut se distinguer d'une organisation hiérarchique/autoritaire (symbolisée par exemple par la “dictature du prolétariat”) ; sa force se fonde sur la médiatisation et sur l'opinion publique, sur les réseaux de communication ; la forme de lien qui est proposée est avant tout un lien à soi-même (“n'être guidé que par son propre appel”), conduisant à des adhésions ponctuelles, et la forme de légitimité qui est mise en avant est bien l'individualisation, le respect de la diversité.

Une deuxième proposition de mobilisation est avancée par les sociologues de l'acteur-réseau, comme Michel Callon. Elle est connue sous l'appellation de “démocratie dialogique”⁶. Elle prend acte que notre monde est fondamentalement façonné par de “nouveaux êtres” inventés dans les laboratoires (scientifiques, mais aussi sociaux) et insérés dans la société par des techniciens. Or, la production des chercheurs, d'une exceptionnelle puissance, est frappée par trois faiblesses qu'illustrent les trois questions suivantes : “*Les groupes concernés (émergents) sont-ils associés à la formulation des problèmes ? Ont-ils leur mot à dire dans l'organisation du travail de recherche et dans l'établissement des priorités ? Sont-ils impliqués dans le processus d'insertion des nouvelles entités fabriquées dans les laboratoires ?*”⁷

La question affrontée par cette forme de mobilisation est bien l'association des groupes concernés par les inventions scientifiques, techniques et sociales à la production et à l'insertion des connaissances ; elle se distingue de la démocratie représentative, qui consacre une coupure entre citoyens et élus professionnels et une autre entre experts et citoyens ; la forme de force visée est l'implication des “profanes” ; une forme de lien particulière est recherchée – la coopération créatrice : “[cette analyse] *suit les acteurs dans leur travail d'extension du politique, extension qui vise à absorber les minorités émergentes et les identités qui sont façonnées par la recherche coopérative. Le fait de lier minorité émergente et production de connaissances libère des habituels discours sur le communautarisme : la dynamique de la*

recherche coopérative est là pour remodeler les identités qui tendraient à refuser d'entrer dans le débat.”⁸. La légitimité mise en avant, quant à elle, est la participation de tous à la production et à l'insertion des “nouveaux êtres” qui font notre vie quotidienne, dans le contexte d'une démocratie considérée comme “technique”.

Une troisième proposition est à mettre à l'actif de Pierre Bourdieu, qui s'est beaucoup préoccupé d'action politique à la fin de sa vie. Selon lui, “*l'utopie réaliste autour de laquelle pourraient s'organiser des efforts et des combats différents, mais convergents*”⁹ devrait mobiliser les associations, les syndicats et les chercheurs, et les intégrer dans un même mouvement social européen.

Pour Bourdieu, la question à prendre en compte est l'opposition à ce qu'il appelait “la nouvelle vulgate planétaire”, soit l'utopie néolibérale d'une exploitation sans limites. Sa proposition se distingue de l'éclatement actuel du contre-pouvoir, déchiré par des conflits internes qui mobilisent “80 % de son énergie”. La forme de force visée provient de l'articulation inédite entre la connaissance (les chercheurs), la capacité d'organisation (les syndicats), la capacité de mobilisation (les associations). La forme de lien proposée est celle d'une alliance respectueuse des différences (la convergence dans la différence) ; elle serait porteuse d'une légitimité définie par l'alliance de la force (il s'agit de pouvoir s'opposer et s'imposer) et de la liberté de pensée.

Félix Guattari s'était aussi affronté à la question de la mobilisation. L'auteur des “révolutions moléculaires” (soit des

initiatives ascendantes, inventives, micro-politiques) leur reconnaissait une efficacité dans la lutte contre le “Capitalisme Mondial Intégré (CMI)” parce que ces révolutions s'appuient sur des désirs capables d'ouvrir de nouveaux espaces de liberté ; il envisageait aussi, en alternance, la possibilité de moments de mobilisation militante plus unifiés (actions “molaires”) :

“Il existera des temps de lutte où tous et toutes seront conduits à se fixer des objectifs communs et à se comporter

*“comme de petits soldats” – je veux dire comme de bons militants, mais, concurrentement, il existera des temps de resingularisation où les subjectivités individuelles et collectives “reprennent leurs billes” et où ce qui primera, ce sera l'expression créatrice en tant que telle, sans plus de soucis à l'égard des finalités collectives.”*¹⁰

Pour Guattari, la question à prendre en compte est bien celle du laminage des subjectivités individuelles et collectives par le CMI. Il s'agit en conséquence de se distinguer de formes de mobilisation trop

assujetties à une « loi » externe ou interne au groupe mobilisé. La force vient de la possibilité de mener des actions d'envergure en alternance avec des moments de singularisation. La forme de lien proposée est un engagement discontinu. La légitimité provient du fait que les exigences de la mobilisation ne seront pas de nature à compromettre l'expérience autonome de subjectivation.

Le tableau suivant permet de prendre la mesure des différences de raisonnement.

Propositions Principes	Mobilisations virtuelles	Expériences dialogiques	Alliance intégrée	Alternance molaire/moléculaire
Question affrontée	Donner un coup d'arrêt à la destruction de la vie sociale et de l'environnement	Place des inventions dans une démocratie devenue “technique”	Vulgate néo-libérale planétaire	Laminage des subjectivités par le CMI
Principe de distinction	S'oppose aux engagements hiérarchisés	S'oppose à la double coupure de la démocratie représentative	S'oppose à l'éclatement du contre-pouvoir et à la dissociation des acteurs sociaux et des acteurs “culturels”	S'oppose à l'assujettissement interne et externe aux groupes mobilisés
Forme de force visée	La médiatisation et l'action de l'opinion	Implication des “profanes”	Articulation de la connaissance, de l'organisation et de la mobilisation	Possibilité de mener des luttes d'envergure
Forme de lien proposée	Lien à soi-même avant tout	Coopération créatrice (y compris des identités)	Articulation respectueuse des différences	Engagement et désengagement
Forme de légitimité revendiquée	L'individualisation et la diversité	Participation de tous à la construction du monde commun	Allier la force et la liberté de pensée	Préservation de moments d'autonomie

L'examen de ce tableau montre en tout cas que la dimension sociale est loin d'être évacuée ; pour Pierre Bourdieu, par exemple, les forces sociales constituent un acteur incontournable ; pour Michel Callon, toutes les identités sont mobilisables (et déplaçables) ; pour Félix Guattari, les luttes sociales devront être menées à certains moments. On peut clairement conclure que l'éducation populaire n'est pas considérée par tous comme un levier désuet de la mobilisation ni que des formes "nouvelles" de mobilisation devraient d'office s'imposer plus que d'autres. On peut d'ailleurs imaginer que ces formes se combinent entre elles dans des configurations éventuellement changeantes.

Ce qui est frappant également, c'est que tous les auteurs accordent une grande importance au capital culturel dans leur raisonnement, même si c'est de façon

diversifiée. Alain Touraine parie sur l'information et la réputation (qui dépend du poids de l'opinion) ; Michel Callon en appelle à une recherche coopérative ; Pierre Bourdieu évoque le rôle de la connaissance et Félix Guattari met en avant l'importance de l'expérience créatrice.

En termes performatifs, on peut évidemment mettre l'accent sur les différences ou sur les similitudes. Dans ce dernier cas, on appellerait les expériences mobilisatrices à conjuguer de multiples manières l'engagement et la liberté, et à inclure dans leur mobilisation la nécessité d'un retour réflexif collectif sur le(s) mode(s) de conjugaison choisis et sur leurs effets.

¹Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 221.

²Alain Touraine, *Un nouveau paradigme*, Paris, Fayard, 2005, p. 117. Voir aussi le compte de rendu de cet ouvrage dans Bruxelles Laïque Echos, n°57, pp. 43-46.

³Dans notre analyse "Fécondité transversale des paradigmes et modalités des luttes", in <http://www.intermag.be>, nous avons essayé de démontrer qu'il convient probablement de nuancer ces propos mais nous n'avons pas l'occasion de le détailler ici.

⁴Nous avons identifié la présence de ces formes possibles à l'occasion d'une analyse du projet de mobilisation contre le projet d'instauration d'un Marché transatlantique, initié récemment par le Cepag et la FGTB. La taille de cet article nous interdit d'illustrer par des citations toutes les questions envisagées. Nous remercions le lecteur d'accepter que nous avons répondu à certaines questions par des synthèses de nos lectures des auteurs mobilisés.

⁵Alain Touraine, *Après la crise*, Paris, Seuil, 2010, p. 179.

⁶Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthes, "Agir dans un monde incertain, Essai sur la démocratie technique", Paris, Seuil, 2001.

⁷Michel Callon et al., "La démocratie dialogique casse-t-elle des briques ?", in *République cherche démocratie et plus si aff.*, Paris, L'aube/Cosmopolitiques, 2003, p.113.

⁸*Ibidem*, p. 115.

⁹Pierre Bourdieu, "Interventions, Science sociale et action politique", Marseille, Agone, 2002, p. 442.

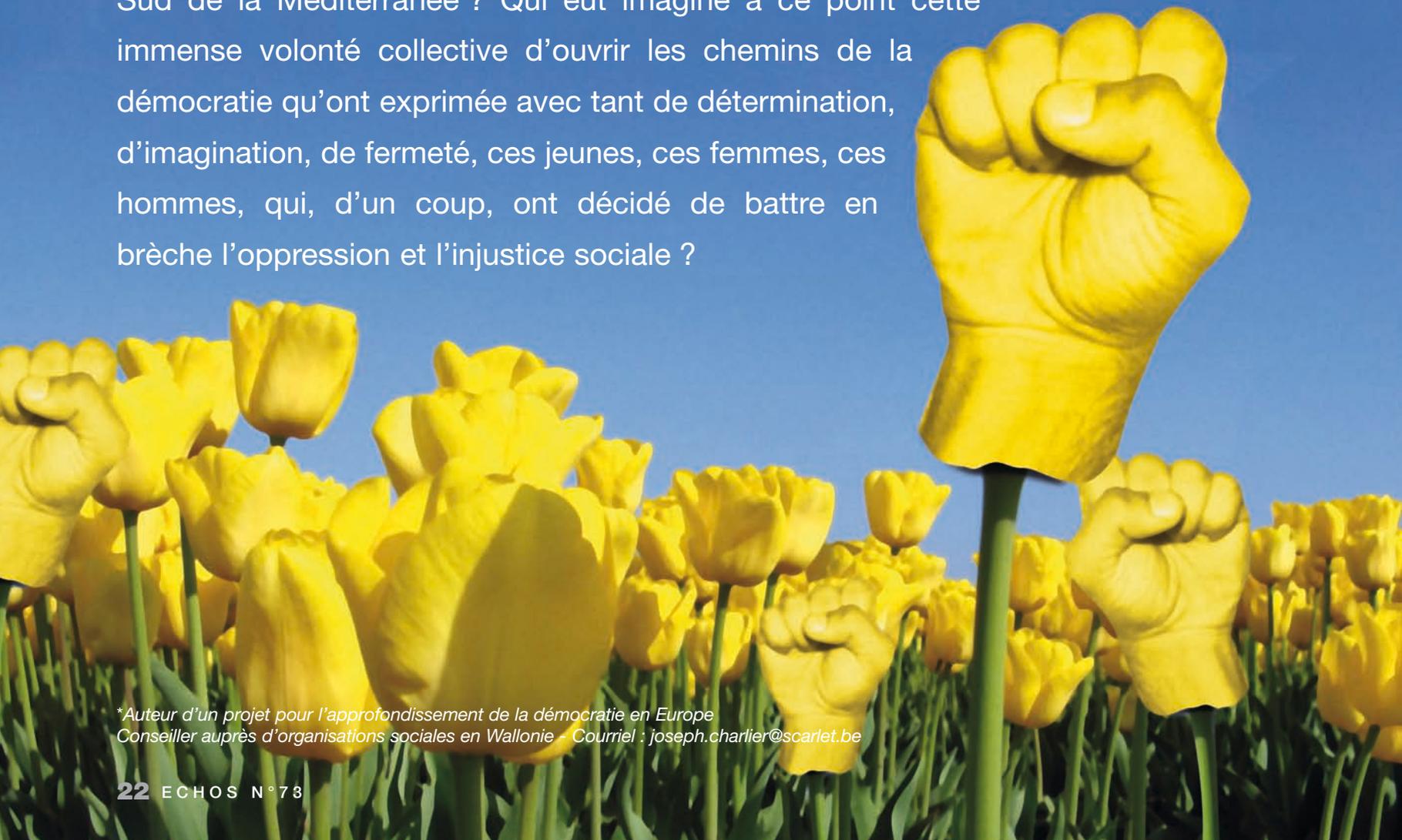
¹⁰Félix Guattari, "Les trois écologies", Paris, Galilée, 1989, p. 47.

Par Joseph CHARLIER*

Pour que vive la démocratie “sociale” !

Le printemps 2011 est prometteur.

Qui eût imaginé, il y a quelques mois encore, la profonde révolte qui allait gagner semaines après semaines, dans un effet de domino irrésistible, les populations des Etats du Sud de la Méditerranée ? Qui eût imaginé à ce point cette immense volonté collective d'ouvrir les chemins de la démocratie qu'ont exprimée avec tant de détermination, d'imagination, de fermeté, ces jeunes, ces femmes, ces hommes, qui, d'un coup, ont décidé de battre en brèche l'oppression et l'injustice sociale ?



**Auteur d'un projet pour l'approfondissement de la démocratie en Europe
Conseiller auprès d'organisations sociales en Wallonie - Courriel : joseph.charlier@scarlet.be*

L'indignation et la révolte qui soulèvent la jeunesse, les peuples, au vu du manque de liberté, du trop d'injustices, des avenir bloqués ; les combats engagés au Sud et au Nord de la Méditerranée pour que triomphe la démocratie, pour lui donner profondeur, sens, et l'accomplir, enfin, dans toutes ses dimensions – réaliser en fait la *démocratie "sociale"* –, ouvrent de nouveaux chemins pour le devenir des sociétés, pour le bien-être et le "bien-vivre" de toutes et de tous.

Le combat pour la démocratie dans le Maghreb et tout le Nord de l'Afrique met à l'ordre du jour, en numéro 1, la mise en œuvre de la démocratie "sociale".

Les révolutions et les soulèvements en cours en Tunisie, en Egypte, en Lybie, au Bahrein, au Yemen, en Algérie, au Maroc, en Syrie, ébranlent des régimes autoritaires et dictatoriaux, au prix d'un très lourd tribut mais avec une volonté ferme et un enthousiasme populaire immense qui ont abouti déjà à transformer complètement la donne en Tunisie et en Egypte, et, espérons-le, très probablement bientôt en Lybie. Tout le Sud de la Méditerranée est en ébullition, la marche des peuples du Maghreb et du Moyen-Orient s'avère irrémédiable vers plus de liberté d'expression, de liberté politique, de justice sociale et économique.

La plupart des régimes qui gouvernaient et gouvernent ces pays sont des bourgeoisies et oligarchies financières. Celles-ci s'approprient les richesses de leurs pays, maintiennent les populations dans des conditions de vie inégalitaires,

injustes, musèlent les oppositions, utilisent des appareils politico-militaires de répression qui pourtant ont montré leurs failles dans les révolutions tunisienne et égyptienne. Malgré cela un vent nouveau règne au Sud de la Méditerranée. Les populations n'ont plus peur. Les jeunes descendent dans la rue, bravent les polices, s'organisent, ont le soutien de la population, finissent par "faire dégager" les possédants, les maîtres du pouvoir. Dans leur combat, ces peuples montrent une grande maturité, une forte intelligence, une fière détermination, un savoir-faire technologique, une capacité d'organisation que nous n'aurions pu imaginer, convaincus que nous étions que toute révolte leur serait confisquée par quelque ayatollah.

Même dans les conditions les plus difficiles, les populations ont des ressources insoupçonnées. La route est longue, dangereuse ; il peut y avoir des retournements de situations ; il faudra reconstruire, se doter d'institutions stables, conduire un programme économique et social satisfaisant les besoins des populations. Mais ce mouvement vers plus de liberté, de justice, de démocratie est profondément engagé et n'est pas près de s'arrêter. Ce n'est pas la réaction sanguinaire d'un pouvoir comme celui de Kadhafi ou d'Assad qui pourra l'éteindre.

Nous ne pouvons pas nous contenter de jeter un coup d'œil intéressé, mais dis-trait, à tous ces événements. Après tout, pensons-nous bien souvent, une nouvelle en chasse une autre. Passons à autre chose... à nos occupations, si importantes, dont l'ordre fut, un instant,

ébranlé par ces images bouleversantes... !

Pourtant, ce qui se passe là-bas nous concerne directement. N'est-ce pas aussi notre lot de faire en sorte que nos sociétés se dotent de pouvoirs qui ne soient pas aux mains des oligarchies financières ? N'est-ce pas notre espoir que nos démocraties retrouvent leur autonomie par rapport à celles-ci et se consolident par un exercice élargi du pouvoir démocratique, de la "souveraineté du peuple", sous des formes à réinventer ? N'est-ce pas notre but que de combattre pour plus d'égalité, des revenus équitables, de meilleures conditions de vie ?

En Espagne, les "*indignatos*" de la Puerta del Sol à Madrid ne sont-ils pas en train de créer le pont entre l'indignation partagée des populations des deux rives de la Méditerranée contre tout ce qui étroit la vie ? Et de nous interroger tous pour que nous œuvrions à ce qui la libère ? ...

Comme dans le Sud de la Méditerranée, il s'agit de lutter pour plus de démocratie "sociale", sous d'autres formes certes, mais avec autant de détermination, d'unité, d'intelligence. Nos combats sont communs pour que se créent d'autres relations entre pouvoirs publics et société civile, entre pouvoirs financiers, économiques, et populations, pour que s'élabore une autre alchimie sociale donnant, à toutes et à tous, la possibilité de partager pleinement l'exercice du pouvoir et l'accès à de bonnes conditions d'existence. Car l'exercice de la citoyenneté n'est pas abstrait, il dépend des conditions économiques et sociales.

Dépasser le couple capitalisme – démocratie ?

En 1989, la chute du mur de Berlin a marqué la fin d'une époque historique. La transformation des pays de l'Europe Centrale et Orientale et de l'URSS vers le capitalisme fut fulgurante. Certains analystes considérèrent que seul le libéralisme (économique), le capitalisme, était désormais capable d'assurer la bonne marche des sociétés dans leur accomplissement historique. Aux Etats-Unis, les équipes dirigeantes se chargèrent d'exporter la "démocratie" au monde entier, là où gisaient leurs intérêts financiers et stratégiques.

Mais il se fait que l'histoire ne se déroule pas comme un papier à musique.

On a vu des retours de flammes inquiétants. Là où on célébrait l'avènement de la démocratie, en Russie ce qui s'imposa ce fut la captation du pouvoir d'Etat par des apparatchiks de l'ancien système ou des groupes ultra riches, mafieux. Dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, la transition vers l'économie de marché s'est déroulée au prix de ponctions sociales sur les populations les plus démunies malgré les subventions européennes ; si la démocratie représentative s'y est installée avec plus ou moins de bonheur, on a cependant vu récemment de graves problèmes pour les minorités ethniques, pour la liberté d'expression, en Hongrie. Mais il est vrai que la "démocratie (libérale)" est devenue la clé de voûte du système politique de ces sociétés et qu'elle représente un acquis permettant, peut-être, d'aller plus loin, vers plus de "démocratie (sociale)".

Le monde est devenu multipolaire. Il n'y a plus deux superpuissances, mais plusieurs puissances, encore dominées par les Etats-Unis : la Chine, l'Inde, le Brésil, le Japon, d'autres pays dits "émergents", se partagent les destinées du monde. L'Union européenne qui, malgré de récents efforts est encore un nain politique, est une puissance économique. Il faut compter sur l'Australie, la Nouvelle-Zélande. On ne peut sous-estimer la capacité des puissances pétrolières du Nord de l'Afrique et du Moyen-Orient à peser sur les enjeux économiques mondiaux. Ce monde multipolaire partage, sous différentes formes, une vision commune : la foi dans le capitalisme comme système d'organisation de l'économie le plus compétent, le plus dynamique, le seul qui soit capable de conduire les sociétés vers plus de profit et de bien-être. Et ce, paradoxalement malgré les très grandes inégalités sociales qu'il génère et ne résout pas.

Il y a des brisures, des ruptures, dans ce concert des nations aplaties devant le capitalisme comme mode d'organisation de l'économie et de la société. Citons-en trois, majeures.

Il y a eu le 11 septembre 2001, le choc frontal contre les *Twin Towers* à New York, et la phobie antiterroriste des Etats-Unis (et du monde occidental) qui a pris pour cible une dérive de l'Islam (*Al Quida*), puis finalement l'Islam comme en étant potentiellement (!) le vecteur. On a vu les dégâts commis à ce titre en Irak, l'enlèvement de la guerre en Afghanistan, on a vu la radicalisation de l'Iran, on a vu dans nos sociétés des comportements

d'exclusion vis-à-vis du monde musulman. Peut-on dire là que "nous" ayons réussi, que notre "modèle de société" ait été à la hauteur des responsabilités que doit se donner celui qui est au faite de la puissance, de la gloire, de la réussite... ?

Tout autre chose : la découverte que l'exploitation de la nature et de ses richesses en matières premières avait une fin, que notre activité industrielle et humaine abîmait irrémédiablement le climat, les biotopes, l'environnement, nous a fait prendre conscience que le modèle de la croissance économique, sur lequel se sont bâties depuis plusieurs siècles nos sociétés, génère des dégâts immenses sur la nature et les populations les plus exposées. Le récent "accident" nucléaire de Fukushima nous rappelle les limites d'un "progrès" que nous pensions sans failles, dont il s'avère qu'il contient en lui un immense potentiel de destruction, et nous invite à reconsidérer les paradigmes fondamentaux de nos sociétés. Sous la pression des faits et des mouvements écologistes, est apparue la notion de "développement durable" qui est contradictoire au système économique dans lequel elle est née puisque celui-ci est consacré à la consommation et au bénéfice immédiat, instantané. Ici aussi, le capitalisme dominant se craquelle de toutes parts même s'il montre une formidable propension à se reconvertir aux énergies douces.

Dernier avatar, ce fut l'immense débâcle financière liée à la crise des subprimes en 2009. D'un côté, la désolation et la faillite pour les ménages américains pris dans la

tourmente des remboursements spéculatifs des prêts hypothécaires, de l'autre, la faillite de banques d'affaires prestigieuses au plan mondial et leur sauvetage par les Etats aux abois. Les banques ont été sauvées. Mais à quel prix ? Les conséquences économiques et sociales de ce désastre financier et public sont en cours et nous ne les mesurons pas toutes. De sommets politiques en sommets politiques, on s'essaie à mettre en œuvre des éléments de régulation. Mais la machine peut s'emballer à n'importe quel moment, sans qu'on sache vraiment comment la maîtriser.

Quid de la démocratie "sociale" ?

Ces faits, ces événements, et bien d'autres qui n'ont pas été cités ici, disent que nos sociétés occidentales qui ont vécu depuis deux siècles environ sur le binôme capitalisme - démocratie se voient à l'interne comme à l'externe, interrogées, bousculées quant à la pérennité et à la légitimité de celui-ci.

Renouant avec les mouvements sociaux et révolutionnaires du passé, l'aspiration des peuples à plus de liberté, de justice sociale, de dignité, s'affirme fortement,

de manière globalisée, exigeant un lien plus étroit entre démocratie et partage équitable du fruit du travail de tous pour tous, exigeant plus d'égalité dans l'accès au bien-être, au bien-vivre, plus de participation à l'exercice du pouvoir.

C'est là ce que nous appelons la réalisation de la *démocratie "sociale"*. À nous d'en chercher les voies et moyens, en symbiose avec ceux qui cherchent à faire de même, à leur façon, là où ils se trouvent.

Par Hadelin FERONT*

La citoyenneté et son double

Quels sont les enjeux du débat actuel sur la citoyenneté ? Est-il seulement question d'expliquer la chose politique au citoyen, de "rendre l'information accessible", d'accroître sa "participation" ? Ou ce débat révèle-t-il un questionnement plus large sur le modèle politique dans lequel la citoyenneté s'inscrit aujourd'hui ? En replaçant la question de la citoyenneté dans son contexte institutionnel, ce texte se propose d'interroger les raisons qui peuvent expliquer ce soudain regain d'intérêt pour l'identité politique de l'individu et essaye d'en saisir la portée, en identifiant les questions qu'il soulève par rapport à l'avenir de la démocratie.

**Hadelin Feront est juriste international spécialisé dans les questions de commerce équitable et d'environnement.*



La citoyenneté se trouve aujourd'hui au centre d'un débat intellectuel et sociétal grandissant : de la classe politique aux associations et même dans les entreprises, chacun multiplie les initiatives et les réflexions à son sujet, s'efforce d'"inclure" davantage le citoyen, d'accroître sa "participation", l'invite à s'"exprimer". Le développement de ce débat peut sembler paradoxal, tant la citoyenneté a longtemps paru comme un concept suranné : pour les uns, les chiffres décroissants de participation électorale dans les démocraties dites représentatives montraient un désengagement de l'individu vis-à-vis de la chose politique ; pour les autres (qui bien souvent étaient les mêmes), ce désengagement permettait l'avènement d'une identité plus pertinente, opérante et efficace, celle du consommateur, les choix économiques effectués par les individus se substituant "progressivement" aux choix politiques. Qu'est-il donc advenu de cette fable bien connue où la démocratie et le modèle économique libéral marchent main dans la main et sont le miroir (plus ou moins fidèle) l'un de l'autre ? Pourquoi parler de citoyenneté aujourd'hui si, comme on nous l'a répété maintes et maintes fois, la démocratie représentative est l'aboutissement final de l'évolution politique humaine – si elle est, comme l'a dit Churchill, "de tous les systèmes, le moins pire" ?

Car penser la citoyenneté, en effet, implique nécessairement de penser la communauté politique dont elle est, au niveau individuel, l'incarnation et l'expression fondamentale. Si la démocratie représentative trouve certaines de ses racines en Grèce Antique et au Siècle des Lumières,

elle n'en est pas pour autant idéale et intemporelle ; elle est, au contraire, le fruit d'un processus historique spécifique aux révolutions et aux conflits des XIX^e et XX^e siècles – elle est le résultat des efforts successifs de différentes couches sociales de ces époques, bourgeoises et populaires, pour s'arracher aux formes de domination politiques antérieures et instituer un régime politique capable de reconnaître l'individu comme sujet et acteur politique à part entière.

Depuis cette époque, le monde a connu d'importantes transformations – tant sur le plan politique, qu'économique, culturel et technologique – et celles-ci ont bien entendu modifié en profondeur les conditions par rapport auxquelles s'était formulé le modèle représentatif. Aussi, il semble indispensable de replacer le débat sur la citoyenneté au centre de ces transformations pour en comprendre la portée. Si le regain d'intérêt pour la citoyenneté peut paraître paradoxal, il n'est pas le fruit du hasard : consciemment ou non, il révèle la préoccupation de notre société pour la communauté politique dont la citoyenneté est l'expression fondamentale ; il concerne la manière dont le modèle politique en vigueur s'adapte aux changements auxquels il est soumis, sa capacité à y répondre et donc, sa légitimité.

Quelles sont donc les préoccupations de notre époque et en quoi ces préoccupations tissent-elles la trame par laquelle le débat sur la citoyenneté se pose aujourd'hui ? Au premier rang de ces problèmes, on trouve l'injustice économique criante qui voit s'accroître chaque année

un fossé toujours plus profond entre riches et pauvres, à la fois à l'intérieur des pays riches, mais aussi entre les pays riches et les pays pauvres. Au même rang de nos préoccupations, nous trouvons aussi l'impact destructeur qu'a le modèle économique capitaliste sur l'environnement et la désormais réelle possibilité de rendre notre planète inhabitable. Si l'on s'arrête souvent sur le premier point commun entre ces deux problèmes – à savoir qu'ils découlent tous deux de l'organisation de la société autour de la poursuite de la croissance économique – on s'attarde plus rarement sur ce qui fonde leur ressemblance du point de vue du citoyen, c'est-à-dire de l'individu comme sujet et acteur politique. Quels sont ces autres points communs ? Tout d'abord, il est important de souligner que ces deux problématiques sont d'ordre global. Si leur réalité est ressentie et vécue au quotidien et de manière très localisée, les principes et la dynamique qui les régissent échappent, du moins à première vue, au contrôle politique local, et donc à la portée de l'individu. Parce que "le monde" est désormais la mesure de tous nos problèmes, la structure de responsabilité qui les régit, et permet donc éventuellement d'y avoir prise, apparaît fragmentée – il est devenu plus difficile d'assigner, mais aussi de prendre responsabilité pour les problèmes qui nous affectent, particulièrement lorsque ceux-ci recourent plusieurs domaines de compétences, chevauchent de multiples juridictions. Enfin, ces problèmes – injustice économique généralisée et destruction sans retour de notre habitat – provoquent et entretiennent tous deux une insécurité latente profonde, qui renvoie l'individu à ce qu'il est sans les autres

– c'est-à-dire, une femme ou un homme seul(e).

En d'autres termes, on peut émettre l'hypothèse que les transformations que connaît notre société, et les problèmes auxquels elle fait face aujourd'hui, rendent inopérantes, dans notre imaginaire du moins, les formes traditionnelles de responsabilité et d'action politique – en particulier celle de l'Etat, du Parti, du Syndicat – et renvoient l'individu au niveau fondamental de son identité politique, c'est-à-dire à sa citoyenneté. L'individu s'interroge sur cette dernière, il s'interroge particulièrement sur les "nouvelles manières d'agir", sur comment "mobiliser" ou susciter "l'engagement" – les initiatives visant à se "réapproprier" les espaces, les héritages et les mots se multiplient. Les individus cherchent les moyens par lesquels ils peuvent reprendre pouvoir sur une réalité qui, surmédiatisée, spectaculaire, semble leur échapper de plus en plus, et même, se créer sans eux. Ainsi, au sein des Ateliers Citoyens, les participants évoquent souvent parmi leurs motivations le désir de (re)créer une solidarité entre

citoyens ; de se responsabiliser pour avoir pouvoir sur les choses ; de donner un sens supplémentaire à leur vie, d'une part en parvenant à œuvrer avec les autres, d'autre part en partageant leur point de vue, leur expérience, leurs savoir-faire et savoir-être. Autrement dit, leurs motivations rejoignent en tous points celles de ceux qui, à des époques antérieures, cherchèrent à se réunir pour donner forme à une communauté politique qui réponde non seulement à leurs révoltes, mais également à leurs aspirations et aux réalités de leur époque.

On voit donc comment le débat sur la citoyenneté est indissociable d'une remise en question fondamentale du modèle politique qui l'encadre. Et l'on comprend également qu'il soit encore difficile, à l'heure actuelle, de définir précisément ce qui fait le bien-fondé d'une démarche dite "citoyenne" ou des initiatives visant à la mettre en valeur par le biais d'une "participation" accrue. Evaluer le mérite de ces démarches ne peut, en effet, se faire qu'en examinant la manière dont elles tentent de répondre aux attentes plus profondes

dont nous avons parlé précédemment ; mais aussi les risques qu'elles sont prêtes à prendre pour faire évoluer le cadre même dans lequel la citoyenneté s'inscrit. Ce cadre, qui est celui de la démocratie représentative, appartient, nous l'avons dit, à une tradition et une époque particulière. Comment ce modèle se propose-t-il de répondre aux problèmes qui se posent aujourd'hui et au questionnement des citoyens ? Comment ce régime se propose-t-il d'évoluer ? Parviendrons-nous à enfin casser le fantasme collectif selon lequel la démocratie a atteint sa forme définitive et le mode représentatif est le seul qui soit praticable ? Comment inventerons-nous la forme politique capable de valoriser l'individu d'aujourd'hui, non plus comme un bulletin de vote anonyme, mais comme un être conscient, réfléchissant, doué de parole et riche de savoirs ?

Par Mathieu BIETLOT*

Le monde

et les

gens

changent

*Où que vous soyez, accourez braves gens.
L'eau commence à monter, soyez plus clairvoyants.*

[...]

*Messieurs les députés, écoutez maintenant.
N'encombrez plus le hall de propos dissonants.
Si vous n'avancez pas, vous serez dépassés
Car les fenêtres craquent et les murs vont tomber.*

[...]

*Car le présent bientôt sera déjà passé.
Un peu plus chaque jour, l'ordre est bouleversé.
Ceux qui attendent encore vont bientôt arriver.*

[...]

Car le monde et les temps changent.¹

La citoyenneté définit les membres d'une communauté politique et ceux qui ont "le droit d'avoir des droits" (Hannah Arendt). La citoyenneté et la démocratie modernes sont indissociablement liées à l'État-nation, à l'État et à la nation. Dans le modèle de l'État-nation, qui s'est généralisé au XIX^e siècle en Occident, le pouvoir de l'État est national et démocratique, il émane de la nation – c'est-à-dire des citoyens –, s'exerce sur eux et se constitue garant de leurs droits. Nous avons donc un fort couplage entre la souveraineté étatique et la nation qui la légitime démocratiquement, entre les droits des citoyens et l'État qui les reconnaît et les protège. Aujourd'hui, on constate que de nombreux paramètres ont changé : et l'État, et la Nation, ne sont plus ce qu'ils étaient. Les termes de l'équation démocratique s'en trouvent alors sensiblement ébranlés.

*Bruxelles Laïque Echos

L'État discrédité

En effet, l'État traverse une crise de souveraineté. De plus en plus de compétences lui échappent. Les grands enjeux et défis actuels et à venir, tels que le réchauffement climatique ou la crise financière, exigent des réponses bien plus globales que ce que peut proposer un État. Les nuages radioactifs et les tsunamis ne s'arrêtent pas aux frontières d'un État. Dans bien des domaines, l'État tout-puissant se voit concurrencé et détrôné par des institutions internationales (ONU, FMI, OMC, CPI, ...), des grandes firmes multinationales (dont le chiffre d'affaire dépasse le PNB de nombreux pays) ou des ONG à vocation internationale. En Europe, l'influence des directives et règlements de l'Union sur les législations nationales va croissante. L'effritement de la souveraineté étatique provient aussi bien du supra que de l'infra-national. Dans les relations internationales ou économiques, certaines grandes métropoles acquièrent plus de pouvoir que les États. Dans de nombreux pays, l'autonomie et les compétences des régions, départements ou localités ne cessent d'augmenter.

Si l'État a de moins en moins d'emprise sur toute une série de questions, c'est aussi et principalement en raison du tout à l'économique et de la vulgate néolibérale. Ce n'est plus le politique qui contrôle, oriente et régule l'économie en fonction des besoins de la population mais l'économie qui domine, instrumentalise et dépouille l'État pour faire fructifier les dividendes des actionnaires et une bulle spéculative de plus en plus irréaliste. La plupart des gouvernements semblent en effet acquis à l'idée

de la dérégulation économique : l'État n'a plus à intervenir dans ce domaine, il doit laisser faire le marché qui s'équilibrera spontanément². Au nom des mêmes exigences néolibérales, de plus en plus d'entreprises nationales et de services publics sont privatisés. De manière plus générale, ce sont toutes les dépenses sociales qui doivent être réduites ou confiées à l'initiative privée ou encore conditionnées à des critères d'activation. L'État social cède de plus en plus la place à un État surveillant et répressif, ou simplement sécuritaire. Etienne Balibar appelle cela le syndrome de "l'impuissance du Tout-puissant" : lorsque l'État n'est plus capable d'affirmer sa toute-puissance dans les champs de la politique économique et sociale, il lui est facile de se rabattre et d'affirmer sa fermeté sur ces individus vulnérables et marginalisés que sont les chômeurs, les précaires, les étrangers, les délinquants, les contestataires...

Cette doxa néolibérale et sécuritaire se propage également grâce à une série d'"experts", de spécialistes technocrates qui, sous prétexte que leur savoir est technique et non politique, détiennent la vérité à laquelle la plupart des politiques doivent se soumettre. Selon les sources de Noam Chomsky, la Banque Mondiale prône à leur sujet l'isolement technocratique : "[...] *une bande de technocrates, essentiellement des employés des grandes multinationales, doivent travailler quelque part "isolés" de la population à l'élaboration de toutes les politiques, parce que si la population générale participait au processus, elle pourrait avoir de mauvaises idées*"³. Ce n'est donc plus la volonté citoyenne ou générale mais le savoir des experts qui constitue la référence démocratique. La volonté citoyenne

a, du reste, été remplacée par "l'opinion publique" que d'autres experts sont chargés de sonder, quand ce n'est pas de façonner. Contrairement aux citoyens qu'on peut inviter au débat et qui sont capables de s'informer et de réfléchir, l'opinion n'est pas un sujet mais un objet. Elle ne s'exprime pas, on la mesure. Elle ne pense pas, elle s'émeut. Et les responsables politiques se montrent de plus en plus sensibles à cette émotion de l'opinion publique puisqu'y répondre, sans le moindre recul, semble gage de succès électoraux. Suite au moindre fait divers sordide, le politique se sent pressé de répondre à l'émoi public et décrète, dans l'urgence et sans la moindre analyse, des réformes dont les conséquences seront bien plus graves, démocratiquement, que l'événement qui les a déclenchées. C'est ce que d'aucuns appellent l'*émocratie*.

La démobilisation partisane

Dans ce contexte de réduction continue des marges de manœuvres des politiques étatiques et d'acquiescement ou de soumission généralisée à une série de dogmes néolibéraux et sécuritaires, les partis politiques se différencient de moins en moins les uns des autres. N'étant plus en mesure de s'opposer sur les grandes orientations politiques et économiques ou sur un projet global de société, ils débattent et se distinguent sur les petites nuances qu'ils apportent à la tendance générale ou sur des questions secondaires dites sociétales, culturelles ou éthiques. Ces questions ne sont pas négligeables, elles ont leur importance pour nombre d'individus, mais les réponses qu'on y apporte ne modifient en rien les structures profondes de la société.

Il s'ensuit que le clivage gauche/droite (voire même centre gauche/centre droit) s'amenuisent de plus en plus.

L'ensemble de ces données perturbent complètement les repères des citoyens. Dans le meilleur des cas, ils se désintéressent de la politique partisane et désertent leur rôle d'électeur au profit de l'engagement associatif ou de nouvelles formes d'action collective et individuelle. Pour la majorité silencieuse, ils se laissent gagner par le fatalisme et le nihilisme, ne se préoccupant plus que de leur survie ou confort personnel. Dans le pire des cas, ils cèdent au chant des sirènes populistes qui surfent sur cette perte de repères ("tous les mêmes, tous pourris"), sur la précarisation économique et sur la surenchère sécuritaire avec son lot de boucs émissaires pour proposer des solutions radicales qui ne feront qu'aggraver la situation de départ.

Les partis politiques mobilisent de moins en moins de militants. Leur approche des "masses" ne vise plus le recrutement de membres, l'éducation populaire et la création de structures de sociabilité. Elle s'investit de plus en plus dans des opérations publicitaires (autour de photos davantage qu'autour d'idées politiques) orientées vers la récolte du plus grand nombre de voix. Ceci s'explique par tout ce qui précède mais aussi par une remise en question de l'organisation partisane, de la hiérarchie, de la bureaucratie, du dévouement voire du sacerdoce militant qui affecte également les syndicats. Luc Boltanski et Eve Chiapello, parmi d'autres, ont remarquablement montré comment ce qu'ils appellent *Le nouvel esprit du capitalisme* a, à la fois, mis en place des formes d'organisa-

tion du travail qui ont brisé brutalement ces formes classiques d'organisation politique, et, à la fois, récupéré toutes les aspirations émancipatrices de mai 68 pour ériger l'individualisme, la lutte de chacun contre tous, l'aliénation professionnelle et consumériste contre les mobilisations collectives⁴.

La Nation perd, elle aussi, de plus en plus son sens et son pouvoir de mobilisation dans l'esprit des habitants d'un pays. Une multitude de dimensions identitaires et d'allégeances personnelles, culturelles, religieuses, philosophiques, ethniques ou politiques priment désormais sur l'appartenance nationale. Ces liens se tissent soit au niveau transnational, soit dans des communautés beaucoup plus restreintes que la nation. Nos sociétés sont désormais multiculturelles et des droits, bien qu'insuffisants, ont d'ailleurs été progressivement reconnus aux non nationaux (aux étrangers installés depuis un certains temps avec un titre de séjour en règle). Les étrangers, même sans papiers, prennent part à la vie de la cité, luttent pour leurs droits et se considèrent comme citoyens quand bien même l'État ne les reconnaît pas comme tels. Une partie des nationaux (mais pas tous...), quant à eux, ont pu mesurer les ravages qu'ont causés les nationalismes au siècle précédent et ne se reconnaissent plus dans le patriotisme à papa... De manière générale, ils constatent la perte de pouvoir et de crédibilité des pouvoirs politiques nationaux.

L'invention citoyenne

Au terme de tous ces constats de changement dans l'équation démocratique – parfois formulés de manière lapidaire ou

frisant le poncif – il me semble qu'il est nécessaire de repenser la citoyenneté et la politique. Il s'impose d'inventer de nouvelles formes d'engagement et cette invention implique de se défaire des cadres de référence anciens et actuels, dont on a montré les limites ou l'obsolescence, pour dessiner un nouveau paysage et expérimenter de nouvelles pratiques.

L'évolution des droits, l'invention des droits de l'Homme, leur élargissement à une conception plus vaste de la citoyenneté, a toujours été une résultante des évolutions à la fois économiques et politiques du temps et des combats que ces évolutions ont engendrés. Ainsi, l'élargissement des droits politiques aux droits sociaux a-t-il répondu clairement à la généralisation de la révolution industrielle et du mouvement ouvrier qui s'est constitué à l'époque. On pourrait alors se demander, aujourd'hui, s'il ne faudrait pas inventer une conception de la citoyenneté, des droits, de leur définition mais aussi de la manière, du cadre et des instances dans lesquels ils sont garantis, qui tienne compte des évolutions récentes telles que la mondialisation, le post-fordisme, la perte de pouvoir de l'État et l'obsolescence de la Nation.

Partant du fait que l'appartenance nationale ne représente plus ni l'élément identitaire le plus important dans la représentation de soi, ni le lien fondateur de solidarité le plus objectif ou pertinent, des auteurs ont réfléchi à des conceptions de la citoyenneté multiculturelle qui prennent en compte les identités ambiguës ou les identifications multiples. Citons le pluralisme culturel libéral de Kymlicka, la politique de différence de Taylor, le patriotisme

constitutionnel d'Habermas, le pluralisme culturel non exclusif de Castells,... Toutes ces théories restent inscrites dans le cadre étatique, seule instance habilitée à reconnaître des droits aux minorités et aux différentes cultures. Pour aller plus loin, il conviendrait donc d'envisager des formes de citoyenneté indépendantes du cadre étatique. Il serait en quelque sorte question de rendre les droits universels réellement universels, c'est-à-dire valables pour tout le monde, en tous lieux et de tout temps, indépendamment de l'État qui les garantit. Quelques avancées existent en ce sens : Kingwell situe la citoyenneté du côté de l'engagement dans l'action sociale plutôt que de l'appartenance nationale, c'est l'acte et non le passeport qui définit le citoyen ; F. Constant oppose au modèle de "l'héritage" celui du "scrupule" dans lequel la citoyenneté relève de l'effort personnel consenti par le citoyen dans son acceptation du vivre ensemble sans qu'il se reconnaisse nécessairement dans les frontières de son lieu de naissance ; Badie réfléchit à une communauté politique de référence pour la citoyenneté dont l'ordre spatial serait fait de mobilité et non de territoires ; Soysal et Jacobson suggèrent l'idée d'une

société civile mondiale dans laquelle les droits seraient universels.

Voilà pour les théoriciens. Ceux-ci ne réfléchissent pas qu'en chambre, plongés dans leurs livres. Ils tentent de mettre en forme de nouvelles revendications et de nouvelles pratiques qui esquissent la citoyenneté de demain. Ce sont ces expériences et ces combats – des altermondialistes, des sans-papiers, des squatteurs, des "artistes", des campements d'"indignés", des plates-formes de logiciels libres, des groupes d'achats solidaires... – articulés aux luttes plus anciennes mais toujours pas abouties qui font vivre et renouvellent la démocratie. Ils nous rappellent qu'elle est un processus en permanente évolution, en permanente remise en question et en permanente extension.

Nous commençons en rappelant que la citoyenneté signifie le droit d'avoir des droits. Nous élargissons à présent la définition à toute action visant à conquérir de nouveaux droits (collectifs), à l'élargir la participation à la gestion de la cité et à étendre les libertés. Ces actions peuvent passer, dans certaines situations, par la

désobéissance civile : enfreindre sciemment et publiquement une loi injuste dans le but de la dénoncer et d'exiger sa modification au bénéfice de la collectivité.

Nous terminerons en évoquant la pensée de Jacques Rancière⁵ pour qui la démocratie est un processus par lequel émerge de nouveaux sujets politiques. L'action politique, citoyenne, consiste d'abord, selon lui, à mettre en acte une présupposition égalitaire : nous avons tous part au débat. Très vite, elle se transforme en "police", c'est-à-dire en gestion de la communauté de telle sorte à maintenir chaque partie de celle-ci à sa place. Mais elle redevient politique, émancipation, chaque fois qu'un mouvement, qu'un débat, qu'une initiative vise à faire part aux sans-parts, à prendre en compte les laissés pour compte, à faire émerger un nouveau sujet politique.

¹ Bob Dylan, "Times They are a-Changing" (1964). Traduction par Hugues Aufray.

² Derrière ce dogme de la main invisible, on pourrait cependant montrer que, par ses investissements et les recherches qu'il finance, l'État intervient encore énormément dans l'économie mais pas dans le but de la réguler pour le bien commun... On a aussi vu qu'en cas de crise financière, c'est l'argent public qui est mobilisé pour sauver les banques privatisées.

³ Noam Chomsky, *Comprendre le pouvoir – troisième mouvement*, trad. de l'américain par H. Hiessler, éd. Aden, 2010, p. 281.

⁴ Je me permets de renvoyer à ce sujet à l'article "Autonomie et responsabilité à l'ère du néolibéralisme" dans *Bruxelles Laïque Echos*, n°68, 1^{er} trimestre 2010, pp. 12-16.

⁵ Jacques Rancière, *La Méésentente*, éd. Galilée, 1995 et *Aux bords du politique*, ed. Gallimard ("Folio"), 2004

Par Ababacar NDAW*

Citoyenneté, identité et appartenance

L'équipe socioéducative de Bruxelles Laïque asbl travaille depuis 2005 sur la dimension horizontale de la citoyenneté (concitoyenneté), dans le cadre d'un programme de sensibilisation intitulé "Citoyenneté-Identité-Appartenance", destiné aux écoles de la région bruxelloise. La mise en place de ce programme fait suite à une série de constats et d'observations relevés par nos animateurs lors des débats avec des élèves, mais aussi des adultes, sur la question de la citoyenneté et de l'appartenance.



*Bruxelles Laïque Echos

Il en ressort, premièrement, qu'il existe un amalgame entre citoyenneté, nationalité et identité culturelle. Être citoyen, c'est être belge, autrement dit, renier ses origines et ses appartenances. Ainsi, bien que presque tous nés en Belgique, la plupart des enfants rejetait farouchement la nationalité belge, se considérant avant tout comme Italien, Marocain, Congolais, Rwandais ou Tunisien, privilégiant l'origine, la communauté, la religion au détriment d'une appartenance globale. Deuxièmement, qu'ils sont tous imprégnés de conceptions et de valeurs très souvent en opposition avec la culture sociale, et source de tensions et parfois de conflits ouverts rendant les débats difficiles et infructueux, face à la radicalité des positions, opinions et croyances.

Ce qu'il est surtout alarmant de constater, c'est combien il leur est difficile, voire presque impossible, d'entrer dans une vision individualiste de la citoyenneté et de pouvoir l'envisager symboliquement comme un acte personnel de séparation d'avec des appartenances singulières. Et ce, quand leur fidélité et leur attachement vont prioritairement à leurs communautés d'origine, si ce n'est pour certains d'entre eux, exclusivement à la religion comme vecteur identitaire ou levier de démarcation sociale et culturelle.

Ces enfants, pourrait-on dire, sont à l'image des liens problématiques répandus dans les représentations collectives entre citoyenneté, identité et appartenances communautaires, les définitions et les valeurs associées pouvant être multiples et variables. Dans notre société, suite au fait migratoire notamment, cohabitent

plusieurs modèles, conceptions et références en citoyenneté, incarnés par les individus en fonction de trajectoires tout aussi divers que variés.

La Citoyenneté n'est pas seulement un statut juridique, ni même un ensemble de normes civiques, c'est aussi une construction sociale, politique et culturelle. Un processus d'homogénéisation des cultures particulières des individus citoyens dans une vision de société et d'Etat. Elle est présente dans toutes les sociétés, sans avoir nécessairement le même sens, ni les mêmes fondements et références.

L'amalgame, dans les mentalités, entre citoyenneté et identité nationale est loin d'être un phénomène anodin. Il résulte d'un discours politique et d'une vision sociale entretenant implicitement l'existence d'un lien entre elles. Ce que l'on constate dans les faits, c'est le contraste entre les représentations de l'appartenance nationale promues par la société et celles, par ailleurs, revendiquées de façon sous-jacente par les ressortissants des minorités sociales et culturelles.

Il reste toutefois que l'accès à la citoyenneté impose nécessairement une rupture. La séparation entre l'appartenance citoyenne et l'appartenance à des groupes sociaux est une donnée essentielle de la citoyenneté. Elle permet à l'individu de s'exprimer dans la sphère publique en tant que sujet politique, abstraction faite de tout lien social, culturel ou religieux.

Malheureusement, dans les représentations collectives, la nécessité de cette

rupture ne semble pas pertinente ou intégrée dans les considérations du plus grand nombre. Très peu la perçoivent comme préalable incontournable à toute définition et engagement citoyen. Ce qui pose problème.

En outre, la concitoyenneté demeure tout aussi problématique que les représentations liées à la citoyenneté elle-même. La dimension projective de la citoyenneté est ainsi persistante dans les relations entre citoyens. Elle "met en jeu la façon dont la société se présente à elle-même, de façon réflexive, une image dans laquelle elle a choisi de se reconnaître". Par ces processus de reconnaissance, "l'individu est reconnu "malgré" (l'adoption par ailleurs d'autres références) ou n'est pas reconnu "bien que" (qu'il fasse valoir des signes de reconnaissance considérés comme usurpés...)"¹. Parallèlement à la citoyenneté juridique, existe plus effectivement une citoyenneté de reconnaissance. Car être citoyen, c'est en effet, non seulement être dans une relation avec un Etat, mais c'est aussi être membre d'une collectivité, juridiquement constituée, socialement et culturellement construite. C'est une chose d'être reconnu par un Etat, mais c'en est une autre d'être accepté et reconnu dans la communauté des citoyens en dépit d'une appartenance légale et légitime.

Je me souviens avoir été traité de "Belge d'Outre-mer". Cette assignation identitaire m'avait paru si drôle que je ne me suis pas senti vexé sur le coup. Néanmoins, cela ne m'avait pas empêché de retenir que, pour mon interlocuteur, il existait bel et bien une antynomie entre mon identité culturelle et le statut dont je me réclamaux.

En tant que “vrai citoyen”, il se faisait ainsi un devoir de me rappeler à la réalité d’un distinguo qui semblait lui tenir particulièrement à cœur !

Personnellement le fait d’être citoyen belge et africain ne m’incommodent nullement. Pourtant, je dois admettre que je n’échappe pas à une vision ethnicisante de ma citoyenneté et à l’enfermement dans les représentations qu’elle génère. Comme si ma qualité de citoyen pouvait être tributaire de mes origines et antécédents.

Ce qui me paraît évident au regard de toutes ces considérations sur les relations entre citoyenneté, identité et appartenance, c’est que les propos entendus fréquemment sur la citoyenneté n’intègrent pas forcément la complexité des réalités sociales et culturelles. Ce qui explique, peut-être, nos difficultés à nous définir une identité citoyenne commune. Et, dans ce cas, la citoyenneté ne devrait-elle pas s’envisager comme une perspective à construire et non comme un construit à s’approprier ou à assimiler ? En nous rappelant, que ce qui fait un citoyen, “ce n’est pas l’expression d’une identité mais d’une hétérologie”² et qu’en conséquence, la communauté politique ne saurait être faite uniquement du rassemblement de tous ceux qui ont la même couleur, la même religion, la même histoire, la même culture et la même langue.

¹ Catherine Neveu, *Communauté, nationalité, citoyenneté*, Paris, Editions Karthala, 1993.

² Jacques Rancière, “Citoyenneté, culture et politique”, in M. Elbaz et D. Helly (éds), *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Paris, L’Harmattan-Presses Universitaires de Laval, 2000



NOUS VOULONS PLUS DE DÉMOCRATIE, TOUT DE SUITE !

Concours de photos et de cartes blanches

Faites-nous part de vos révoltes ou propositions à travers une photo ou une carte blanche (5000 signes).

Les textes et photos les plus convaincants dans leur capacité à susciter l’indignation et l’engagement, voire l’insurrection, feront l’objet d’une publication largement diffusée.

Proposition à envoyer avant le 30 juin 2011 à Bruxelles Laïque :
18-20 avenue de Stalingrad - 1000 Bruxelles
Mail : bruxelles.laique@laicite.be - Tél. : 02.289.69.00

Dans le cadre de la campagne “Engagement citoyen” du Centre d’Action Laïque
www.engagement-citoyen.be

BXL LAIQUE
Répertoire de Bruxelles du CAL

Avec le soutien de la Communauté française.

Par Cedric TOLLEY*

15 années de lutte pour les sans-papiers et maintenant ?

Préambule

Toutes les politiques migratoires restrictives mises en place dans notre Europe moderne, hormis celle que nous avons connues dans les Etats policiers dont les frontières étaient militarisées, ont échoué à influencer à la baisse l'arrivée des migrants. Les facteurs qui déterminent l'importance des migrations sont multiples et complexes. Et il est vain de penser qu'une politique restrictive qui établisse des critères généraux d'accès au territoire puisse avoir le moindre impact sur la réalité des migrations qui sont le résultat de situations socio-économiques et politiques que nous ne maîtrisons pas, même si nous en sommes parfois en partie responsables.

**Bruxelles Laïque Echos*

Ce constat fait, il ne devrait plus être question de savoir qui a le droit et qui n'a pas le droit de se trouver sur le territoire belge ou européen, mais de savoir ce qu'il faut mettre en place en termes de politique d'accueil. Car, si nous ne pouvons rien aux migrations, nous sommes pleinement responsables de la façon dont les migrants sont reçus sur le territoire que nous prétendons administrer. La question qui devrait occuper les politiques est de savoir quelle gestion peut-on avoir de l'arrivée continue d'étrangers qui sont cantonnés à l'absence de statut et de droits.

Mais nous sommes loin de ces réflexions parce que nos politiques, pour des raisons diverses qu'il ne nous appartient pas d'éclairer, tentent par tous les moyens de restreindre l'accès au territoire et omettent de prévoir quelque place que ce soit aux étrangers effectivement présents. Ces derniers sont maintenus en situation de clandestinité, à la merci de toutes exploitations, voire de toute traite.

Notons qu'il s'agit de s'intéresser ici principalement au mouvement qui entend faire fléchir la politique d'immigration actuelle de la Belgique et de l'Europe. Certes, cet aspect de la lutte des sans-papiers est largement couvert par les actions de soutien avec les sans-papiers dans une optique plus humanitaire, et il n'est qu'artificiel de séparer ces deux composantes du mouvement qui sont en réalité intimement imbriquées. Pour une meilleure compréhension de la suite, il était cependant utile de le préciser.

Ceci étant posé, venons-en à notre objet.

Action citoyenne

Il ne s'agit pas ici de trouver des pistes, des solutions ou des modalités techniques pour mettre en place une autre politique d'immigration. La question que nous posons est celle de l'action des citoyens en vue d'infléchir et de changer cette politique d'immigration. Si de tout temps, des travailleurs se sont levés contre le racisme et contre l'exploitation des travailleurs étrangers, voici près de quinze ans qu'en Belgique, des citoyens avec ou sans papiers se sont remis à lutter, à de nombreux niveaux et selon des modalités variées, contre cette politique d'immigration inique. Une politique qu'ils jugent contraire aux principes qui régissent les Etats de droit : le respect de la dignité humaine, de la liberté, de l'autonomie, de l'égalité et de la solidarité.

Du lobbying d'associations de défense des droits de l'homme, à l'action directe, en passant par la désobéissance civile, des collectifs, des associations, des milliers de personnes se mobilisent d'années en années dans cette perspective. Comment se fait-il que la situation des étrangers clandestins en Belgique se soit à ce point détériorée alors que, d'un côté, les politiques et les ministres prétendent vouloir humaniser la politique d'immigration et que, d'un autre, tant de citoyens se mobilisent pour aider les sans-papiers et pour faire changer la politique d'immigration ?

Quelques éléments de rétrospective

Le mouvement dit "des sans-papiers" et de solidarité avec les sans-papiers tel qu'il se prolonge aujourd'hui en Belgique, puise ses origines symboliques dans l'occupation de l'Eglise Saint-Bernard à Paris en 1996. A cette époque, en Belgique, l'association *Frontières Ouvertes* était seule à revendiquer activement l'arrêt de l'enfermement et des expulsions des étrangers clandestins. C'est elle aussi qui tentait de faire connaître l'existence des centres fermés pour étrangers dont la majorité de la population ignorait encore l'existence. Lorsque fin 1997 et début 1998, Air France commença à refuser d'embarquer les sans-papiers expulsés sur leurs lignes régulières, ceci afin d'éviter les déconvenues liées aux actions, parfois spectaculaires, des *Comités Anti Expulsions* (CAE), l'Etat français prit des accords avec la Sabena pour que ces expulsions aient lieu via l'aéroport de Bruxelles National à Zaventem. C'est à cette occasion que les militants parisiens ont attiré l'attention de militants bruxellois sur la pratique des expulsions et leur ont transmis leurs pratiques de résistance. Le *Collectif contre les expulsions* (CCLE) est alors créé à Bruxelles, rejoint par d'autres collectifs à Gand et à Liège notamment. Ils dénoncent l'enfermement des étrangers, empêchent les expulsions en demandant aux passagers des vols concernés de refuser de s'asseoir dans l'avion, ils manifestent devant les centres fermés de Steenokerzeel, de Bruges et, plus tard de Merksplas et Vottem. Enfin, ils entrent en contact avec les personnes enfermées dans les

centres et qui, jusque là, étaient largement ignorées. Des pratiques de résistances s'organisent, ainsi qu'une campagne de sensibilisation auprès de la population. La presse s'empare rapidement de ce sujet alors non traité.

A cette époque, les revendications sont claires : arrêt des expulsions, suppression des centres fermés et régularisation sans condition de tous les sans-papiers. C'est à l'Etat que ces revendications sont adressées. Et c'est au moyen de l'action directe et de la désobéissance civile qu'œuvre le CCLE et ses homologues gantois (*Kollektief Tegen Uitwijzing*) et liégeois (CCLE devenu ensuite *Collectif de Résistance Aux Centres Pour Etrangers*) entre 1997 et 1999.

C'est sur cette base que l'occupation de l'église du Béguinage, à Bruxelles, voit le jour. Elle lance une vague d'occupations qui continuent encore aujourd'hui.

Le mouvement gagne une partie importante de la population et de très grandes manifestations ont lieu, principalement à Bruxelles, mais aussi à Liège, Gand, Anvers et devant tous les centres fermés connus. Des milliers de personnes réclament la fin des centres fermés, des expulsions et la régularisation des sans-papiers.

Ce mouvement culmine à l'automne 1998 après l'assassinat de Sémira Adamu – résistante sans-papiers à l'intérieur du centre fermé 127bis de Steenokkerzeel – par la gendarmerie lors de sa sixième tentative d'expulsion. Ce

triste événement scandalise la population et renforce considérablement le mouvement autant qu'il radicalise la répression policière qui s'abat sur lui dès après la démission forcée du Ministre Tobback qui assume la responsabilité politique de la mort de la jeune femme.

A l'initiative du CIRE (*Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Etrangers*) qui est en contact avec des sans-papiers dans le cadre de ses missions institutionnelles, le *Mouvement national pour la régularisation des sans-papiers et des réfugiés* – MNRSPR – voit le jour en octobre 1998 dans la foulée de l'occupation de l'église du Béguinage. Ce mouvement lance une campagne qui a marqué les esprits "sortez-les de l'ombre", la campagne des masques blancs. La revendication principale du MNRSPR est, dans un premier temps, la régularisation des sans-papiers présents sur le territoire depuis plus de 3 ans, ensuite 5 ans voire 10 ans au fur et à mesure que des négociations ont lieu entre le CIRE et le Ministère de l'Intérieur.

Depuis cette époque qui fût, en quelque sorte, fondatrice de l'actuel mouvement sans-papiers en Belgique, ce mouvement a pris des formes diverses et a été ponctué par quelques opérations gouvernementales de régularisation de sans-papiers, toujours au cas par cas et toujours "one shot". Certaines opérations ont permis de régulariser beaucoup de monde, d'autres n'ont été qu'un effet d'annonce, mais dans tous les cas, ces régularisations n'ont en rien modifié l'esprit et le sens restrictif et

inhumain de la politique d'immigration de la Belgique.

Le temps passe et les formes que prennent les actions en faveur des sans-papiers s'institutionnalisent et perdent progressivement leur portée politique pour céder au versant plus strictement humanitaire et charitable du mouvement. Les militants des différents collectifs sont marginalisés et circonscrits dans une image de gauchisme radical, tandis que les associations plus ou moins indépendantes se limitent à une action de lobbying et de soutien à la constitution de dossiers de régularisation lorsqu'une occasion se présente. En conséquence, et aussi pour rompre avec un rapport parfois instrumental des associations, les sans-papiers prennent en main leur mouvement et l'autogèrent. Sans pourtant être en mesure d'établir un réel rapport de force avec l'Office des Etrangers qui est leur unique interlocuteur.

Les syndicats participent marginalement. Ils prennent des motions contre la politique d'immigration et en faveur des travailleurs sans-papiers et, ils se joignent au CIRE et aux plates-formes qui voient le jour. La dernière en date est le FAM (*Forum Asile et Migration*) qui voit le jour en 2002. Alors qu'il était très présent et pilotait le mouvement, il semble avoir peu ou prou disparu de la scène suite au fiasco de la dernière opération de régularisation qu'il a négocié et soutenu de toutes ses forces.

Outre son échec permanent à plier la politique d'immigration, deux constantes

se dégagent du mouvement des sans-papiers. La première est que l'interlocuteur privilégié et quasi exclusif du mouvement est l'Etat. La deuxième est que la revendication centrale de ce mouvement est en constante dévaluation depuis ses origines.

L'Etat comme unique interlocuteur

Des trois interlocuteurs habituels qui régissent normalement les relations collectives de travail en Belgique, le patronat est toujours étrangement absent des débats concernant la politique d'immigration. Et ce, malgré la présence liminale des syndicats dans la lutte sans-papiers. Sauf en quelques occasions et à sa seule initiative, le patronat sort un communiqué et s'immisce dans le débat pour défendre une "immigration choisie" qui correspondrait à une demande de main d'œuvre de la part des employeurs dans certains secteurs.

Avec une grande stabilité, le mouvement pour les sans-papiers et les sans-papiers en lutte s'adressent donc à l'Etat. Qu'il s'agisse de l'administration via l'Office des Etrangers ou du Gouvernement via le Ministère de l'intérieur et, plus récemment, le secrétariat d'Etat à la politique de migration.

Bien que le mouvement soit parfois rejoint par quelques députés et sénateurs, toutes les interpellations du monde politique n'ont abouti qu'à des paroles et des promesses non tenues. Très généralement, les actes posés par les responsables politiques échouent

entièrement à mettre en place une politique des migrations qui soit respectueuse de la dignité humaine.

Si, comme le souligne adroitement Mathieu Bietlot, "*la langue de bois, le cynisme et les euphémismes des responsables de l'asile et de l'immigration se passent de commentaires*"¹, il faudra cependant envisager le fait que ces derniers soient parmi les derniers interlocuteurs du mouvement en matière d'immigration. Il semble en effet que pour des raisons propres aux structures européennes et fédérales du pouvoir, les mandataires politiques en charge ne bénéficient que d'une marge de manœuvre très restreinte et contingentée à des intérêts qui dépassent nos autorités politiques. Ainsi, que nous créditions ou non les déclarations d'intentions humanistes de nos dirigeants, nous sommes contraints de constater qu'ils ne sont pas en mesure de répondre positivement aux revendications légitimes du mouvement qui défend la liberté de circulation et le droit à la dignité des étrangers mis en situation de clandestinité.

Pourtant, une réflexion un peu sérieuse convainc rapidement que l'Etat, en lui-même, n'a rien à gagner du maintien des personnes en situation de clandestinité. Non seulement cela condamne des personnes, dont les droits humains devraient être garantis, à vivre une exploitation accrue, mais en plus, les sociétés et les personnes qui emploient ces travailleurs clandestins ne payent pas l'impôt sur leur travail. Ce qui représente un manque à gagner non négligeable pour les caisses

de l'Etat qui, sinon, seraient mieux pourvues.

Face à l'organisation de l'irresponsabilité générale des politiques qui se renvoient la balle entre niveaux de pouvoirs et entre partis, face à l'obéissance aveugle et à l'indifférence disciplinée d'une administration qui enferme et qui expulse avec zèle, y a-t-il vraiment à espérer que l'éclaircie vienne de l'Etat ? Que ce dispositif à l'inertie délétère soit promoteur d'une solution solidaire et égalitaire ? Sans doute non. C'est certes un jour l'Etat qui devra entériner, par une loi ou un arrêté, le fait que la pratique qui consiste à interdire l'accès au territoire, à enfermer et à expulser les étrangers est une pratique obsolète et indigne, mais ce n'est pas lui qui sera promoteur de cette idée... Et ce n'est pas avec lui seul qu'il faut en débattre, au vu de ses capacités réelles, c'est trop lui en demander. L'Etat n'est pas le moteur du progrès social. Eventuellement, il consacre le progrès lorsque celui-ci survient dans la société au gré des rapports de forces. Et c'est donc à ce niveau que nous devons agir.

Il appartient donc à ceux qui entendent sincèrement lutter pour infléchir la politique d'immigration, de réfléchir à qui sont les interlocuteurs des travailleurs sans-papiers et de ceux qui les soutiennent. D'identifier qui sont ceux qui ont un intérêt particulier à ce que perdure la situation actuelle qui interdit les droits les plus élémentaires à des milliers de personnes et qui profitent effectivement du travail flexible et corvéable de ceux

qui échappent aux conventions collectives de travail. Ce n'est certes pas d'eux qu'il faudra attendre que vienne le changement, mais c'est avec eux qu'il convient d'établir un rapport de force en mesure de faire basculer la politique d'immigration.

Au premier chef, le secteur privé – mentionné que marginalement dans le cadre de cette problématique – est pourtant majoritairement partie prenante. Notamment les entreprises qui emploient des travailleurs clandestins, dans le nettoyage, le bâtiment, le textile, la restauration, le ménage... Par ailleurs, des entreprises privées et/ou discrétionnaires² qui participent et tirent un profit substantiel de l'organisation de l'enfermement, de l'expulsion et du contrôle des étrangers aux frontières (Sodexo, Frontex...), si elles s'entendent parfois citées dans le discours des militants, elles ne sont pour ainsi dire jamais prises à partie ou convoquées à la table du débat. Tout se passe actuellement comme si l'Etat "sommambule"³ leur servait d'écran à cette question.

Revendications en "liquidation totale"

Au fil des messages que le mouvement adresse à l'Office des étrangers et au fil des négociations que les représentants du mouvement et des associations entretiennent avec le gouvernement, les revendications publiques sont revues à la baisse. Alors qu'en 1997 et 1998 le mouvement réclamait la régularisation sans conditions de tous les sans-papiers, le MNRSPR en 1998 demandait la régularisation des sans-papiers

présents depuis plus de trois ans sur le territoire. En 1999, ils avaient restreint la revendication aux sans-papiers présents depuis plus de cinq ans et dix ans dans certaines circonstances. En 2009, le FAM suppliait la ministre Turtelboom de produire une circulaire ministérielle qui établisse des "critères clairs et humains" en matière de régularisation et, exhortait le Premier Ministre de faire pression sur sa collègue pour qu'elle s'empare de ce "dossier" dont elle n'entendait explicitement pas faire une priorité. Ainsi, nous remettons entièrement entre les mains d'une ministre que nous savions favorable à une politique d'immigration extrêmement restrictive et répressive, le soin d'établir des critères de régularisation. La force de proposition politique du mouvement était réduite à néant.

En conséquence, sans plus établir aucun rapport de forces avec l'interlocuteur gouvernemental que la coordination du mouvement s'était choisi, elle n'avait même plus de base sur laquelle négocier avec celui-ci. Pourtant, ce mouvement, pour emporter l'adhésion, aurait besoin d'une "offre politique", d'une revendication claire qui lui évite de se perdre dans les méandres complexes d'une procédure restrictive, une revendication visant à rompre avec une politique d'immigration que nous ne pouvons que rejeter.

Aujourd'hui qu'il n'y a (sans doute momentanément) plus de coordination active du mouvement des sans-papiers, ceux-ci qui continuent à lutter sont peu ou prou contraints de canaliser leur lutte dans le cadre des procédures mises en place par l'Office des étrangers. Les

revendications portent souvent sur des solutions immédiates : obtention d'un "9ter" pour les uns, d'un "permis C" pour les autres... Les moyens sont eux aussi étroits : occupation de bâtiments, grève de la faim et, marginalement, la manifestation et l'interpellation politique.

Perspectives

Pourtant, parmi la majorité des personnes engagées dans le mouvement, toutes associations et tous collectifs confondus, une idée n'a cessé de mûrir. L'idée selon laquelle accepter une politique d'immigration restrictive, accepter que certains étrangers soient refusés, quels que soient les critères qui emportent la décision, c'est inévitablement accepter aussi qu'on prenne toutes les mesures nécessaires pour contraindre ces personnes à quitter le territoire : arrestations, enfermement, expulsions forcées. Et, en conséquence, qu'il est incohérent d'en même temps réclamer que cessent les symptômes d'une politique d'immigration restrictive si l'on accepte cette politique.

Un positionnement politique qui émane de cette réflexion est celui qui soutient une complète liberté de circulation et d'établissement de chacun sur le territoire. Certes, un tel changement de perspective politique aboutirait à une redéfinition des caractéristiques de notre société dans son rapport avec l'extérieur et, dans de nombreux domaines tels que le monde du travail. Nous ne sommes donc pas dans une perspective transformiste, mais bien dans une perspective refondatrice.

Cette revendication aurait en outre la qualité de permettre au mouvement qui la porte d'accueillir en son sein autant de positionnements plus minimalistes. Contrairement au dispositif que nous connaissions jusqu'à présent qui, au vu de son positionnement restreint, ne pouvait que rejeter à sa marge des composantes qui auraient été plus radicales.

Il reste que des sans-papiers s'organisent en collectifs de lutte, que des associations reprennent place dans le combat, que de nouvelles occupations voient le jour. Des personnes continuent à se mobiliser et à soutenir politiquement et matériellement les travailleurs sans-papiers qui réclament leurs droits. Autant d'initiatives qui montrent que le mouvement perdure et que la nécessité de lutter demeure.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est important de nous retrouver et de prendre un moment de réflexion et d'échanges sur nos expériences. Que nous repensions ensemble les stratégies de luttes des sans-papiers et de celles et ceux qui entendent changer la politique d'immigration de la Belgique et de l'Europe. Que nous nous organisions afin de donner un contenu politique conséquent à ce mouvement, un contenu que l'épreuve du temps n'a eu de cesse d'effiloche. Que nous rendions à ce mouvement la capacité d'établir un rapport de forces face aux acteurs effectifs du maintien de la clandestinité et de l'exploitation des travailleurs sans-papiers.

Pour réfléchir à cela ensemble, Bruxelles Laïque et la Ligue des Droits de l'Homme

vous convient à un rendez-vous trimestriel, un espace de rencontre et de débat, dont la première séance aura eu lieu le 14 juin à Bruxelles Laïque. La prochaine aura lieu le 13 septembre 2011.

Pour être tenu au courant des dates suivantes, n'hésitez pas à prendre contact au 02/289.69.00 ou par mail : bruxelles.laique@laicite.be

Bienvenue au laboratoire "Lutte des sans-papiers : stratégies pour maintenant !"

15 ANS
DE LUTTE POUR LES
SANS PAPIERS

Bruxelles laïque vous convie
à un après-midi de réflexion

STRATÉGIES
POUR
MAINTENANT
pour une action plus efficace et plus réaliste

PASSEPO...
EUROPÉEN
LIBERTÉ DE CIRCULATION

Mardi 13 septembre de 13h à 16h30
18-20 av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles
Gratuit et ouvert à tous
Tél. : 02/289 69 00 • bruxelles.laique@laicite.be
www.bxlaique.be

BXL
LAIQUE

¹ Mathieu Bietlot, *L'horizon fermé*, Bruxelles, Editions du CAL, 2009, p.60.

² J'appelle entreprise discrétionnaire, une entreprise privée ou publique dont l'activité d'intérêt public n'est pas ou peu contrôlée démocratiquement.

³ Isabelle Stengers, *La vierge et le neutrino. Les scientifiques dans la tourmente*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2006, p. 240.

Par Thomas LAMBRECHTS*

Le politique et le citoyen, puissance et impuissance

Arrêtons-nous tout d'abord sur les termes utilisés. Si on ouvre un dictionnaire ou un autre document de référence, la Constitution belge, nous trouverons des définitions et des usages du terme citoyen qui ne rendent pas toujours très pertinente l'idée d'un engagement citoyen. Le Petit Robert nous dit de citoyen que c'est l'«Habitant d'une ville» ou «Celui qui appartient à une ville, habilité à jouir sur son territoire du droit de cité». Dans la Constitution, nous trouverons trois fois le terme citoyen, à propos du ressortissant de l'Union européenne, de l'âge requis pour le vote et de l'impôt. Belge et citoyen y étaient des termes interchangeables jusqu'à à l'introduction du droit de vote des ressortissants des pays de l'Union européenne aux élections communales. Cela nous renvoie donc à cette qualité citoyenne de jouissance des droits de la cité.

*Bruxelles Laïque Echos

Cette acception juridico-administrative du terme semble bien éloignée de celle que nous entendons souvent pour désigner cette dimension politique de l'individu qui nourrit le concept d'engagement citoyen. Le citoyen abstrait est le plus souvent un administré sans couleurs, ni goûts, juste bon pour les urnes et les impôts ou alors, au contraire, il se confond avec une identité ethnique "Bleu-Blanc-Belge", amalgame que ne lève d'ailleurs pas les textes constitutionnels.

Le citoyen n'en demeure pas moins un sujet du droit, membre d'un Etat, ce qui lui confère droits et devoirs. La citoyenneté n'existe pas en dehors de la cité, de l'Etat. Que peut être dès lors l'engagement citoyen ? Pour un citoyen de la Rome antique, il s'agirait probablement du service militaire...

Sans boutade, il semble qu'aujourd'hui, ceux qui utilisent cette formule nourrissent le désir de voir les individus s'impliquer dans la vie publique, dans la politique en somme. Désir de ne pas laisser à une oligarchie le soin de s'occuper de la gestion du présent ni du devenir commun. Par ailleurs, l'usage qui est fait du terme "Politique" a souvent de quoi surprendre. Le suremploi du mot politique au masculin singulier en rend la signification excessivement équivoque. "Le politique doit prendre ses responsabilités" ; "Le citoyen n'a plus confiance dans le politique" ; "Le politique plaide pour la transparence". Au pluriel, c'est à ni plus rien comprendre puisque masculin et féminin s'y confondent et du coup il devient ardu de distinguer le sujet de l'objet.

"Si le politique souhaite rendre compréhensible la politique il doit élaborer des politiques qui changeront la nature politique du régime, ce que les politiques ne sont politiquement pas prêts à faire, etc.". Ce petit détour par l'absurde fait la démonstration de la nécessité de s'entendre sur les mots et de diversifier notre vocabulaire.

Quand on parle du politique, on parle de quelque chose qui n'est pas la politique. Mais de quoi parle-t-on alors ? De ceux qui la font, sans nuances dans leurs caractéristiques, interchangeable individus asexués attachés à l'Etat, jouissant du monopole de faire la politique ? En d'autres mots, une oligarchie. C'est ce qui est suggéré dans *Le Politique* de Platon, à savoir que l'édiction des lois doit être fait d'un petit nombre de personnes, une certaine forme d'oligarchie y est donc implicitement défendue.

Dans *l'avènement de la démocratie*, Marcel Gauchet avance que le politique et la politique sont "*deux visages complètement différents : une autorité impérative à laquelle on a qu'à obéir et qu'on n'a pas à discuter et, au contraire, une autorité qui se forme à partir des discussions de la société*". Bref il n'est peut-être pas inintéressant de s'interroger sur l'usage de plus en plus répandu et, me semble-t-il souvent irréfléchi de "Le politique" pour parler tour à tour de la puissance publique, des élus, de l'exécutif, de la classe politique, de la chose publique et de l'Etat.

Pourquoi semble-t-il naturel que le citoyen soit opposé au Politique si ce terme recouvre à la fois la pratique de la politi-

que et la caste de ceux qui l'exercent ? La politique est l'affaire de tous, que tous s'en occupent ou non, cela reste leur affaire. C'est bien dans ce sens que vont les appels à l'engagement citoyen, même si ces appels maintiennent trop souvent la barrière mentale qui sépare citoyen et politique.

Puissance "du politique" ?

Nous pourrions prendre en considération la non formation d'un gouvernement fédéral pour illustrer l'impuissance de la classe politique mais d'une part ce ne serait pas très courtois et d'autre part ce serait pointer ce qu'il faut bien admettre comme une particularité propre à la Belgique. De plus, les exemples ne manquent pas et le lecteur en trouvera dans d'autres articles la présente revue. L'impuissance semble devenue normale, à tel point que le récent "sauvetage des banques" apparaît comme l'exception qui surprend encore, quand il y pense, le citoyen-spectateur.

Avant une élection, les élus, individuellement ou collectivement à travers leur parti, présentent (ce fut en tous cas longtemps l'usage) devant le corps électoral le bilan de leur action durant la législature qui s'achève. Bien souvent ce bilan est mitigé, voire décevant au vu des ambitions programmatiques énoncées généralement avant les précédentes élections. Pour faire face à ce hiatus, tout en ne paraissant pas malhonnête, on explique généralement les raisons de l'incapacité à réaliser ce qui était pourtant sincèrement souhaité. En somme : "Le Politique" invoque chroniquement son impuissance pour se légitimer.

Les aléas du compromis, les institutions internationales, les partenaires sociaux, les lois du marché, la crise, sont tour à tour mobilisés, tel un volcan islandais, pour construire un argumentaire exposant le détail de cette impuissance pourtant dissimulée la plupart du temps dans le protocole et la mise en scène du fonctionnement politique. Et l'on sait bien qu'individuellement, nombre de mandataires font réellement de leur mieux, mais ils doivent en plus, du reste, composer avec les exigences de la logique participative – quelque part entre le marché électoral et la féodalité – sur laquelle fonctionne notre régime parlementaire (participative à laquelle s'opposent les "indignados" espagnols) . Il semblerait que la puissance publique soit surtout efficace lorsqu'il s'agit de maintenir un certain statu quo, fut-ce dans la violence, et qu'elle soit sensiblement impuissante lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre ce changement dont le siècle naissant nous envoie tous les signes de sa nécessité.

Impuissance "du citoyen" ?

A contrario, l'individu-citoyen qui seul ne peut rien face au puissant Léviathan (étatique, industriel ou marchand) n'est peut-être pas si impuissant qu'on le laisse croire et a peut-être plus de ressources pour initier le changement nécessaire. Bien sûr le citoyen sera impuissant tant qu'il est seul. C'est dans l'action

collective que l'on peut renouer avec la puissance qui manque à nos décideurs. Pour exemples, vous choisirez là aussi aisément celui qui vous convient, mais force est de constater que c'est lorsque le peuple se met en mouvement que l'on renoue avec l'idée démocratique.

Rien n'indique que l'action citoyenne ou le peuple en mouvement – qu'importe la manière dont on nomme ces retours en puissance collective des gens – se déploiera dans les cadres et les espaces où ils étaient attendus. Par le passé, lorsque le peuple fit irruption dans la politique, au départ des usines, des champs, des universités, il s'agissait de lieux qui n'étaient pas dédiés à la vie politique ou à quelques avatars de ce qu'on nomme aujourd'hui participation citoyenne. Ces lieux furent réappropriés et politisés en dépit de l'évidence qui prévalait.

Si ces mouvements acquièrent une certaine puissance, qu'ils parviennent à instaurer un certain rapport de forces, il y a fort à parier qu'ils tomberont en disgrâce aux yeux de nombre de ceux qui appelaient pourtant à l'"engagement citoyen". Ce dernier est inoffensif tant qu'il est contenu et atomisé dans un individualisme de masse. Les peuples de Tunisie et d'Égypte savent qu'il peut en être autrement. Ailleurs ils goûtent à la violence que cela provoque...

A l'heure où se rédigent ces quelques lignes, des dizaines de milliers d'habitants des contrées européennes s'indignent collectivement et se regroupent dans des campements de fortune, sans y avoir été invités, pour inventer la politique de notre siècle. Tout en y répondant, les mouvements pour une démocratie réelle maintenant, dépassent l'appel à un engagement citoyen et n'ont pas dit son dernier mot.

Démocratie, dans quel état ?

G. Agamben, A. Badiou, D. Bensaïd, W. Brown, J-L. Nancy, J. Rancière, K. Ross, S. Zizek

La Fabrique éditions • Paris • 2009

Aceux qui apprécient de s'imprégner de remises en question non-conformistes, contradictoires et parfois désordonnées de sujets intouchables tels que notre chère *démocratie*, ce recueil sera une bouffée d'air frais.

Démocratie, dans quel état ? articule les essais de huit grands intellectuels contemporains – inscrits dans ce qu'on pourrait appeler le pôle ultraprogressiste contemporain – qui ne peuvent se résoudre à ne penser la démocratie qu'au sein des limites du politiquement correcte ni réduire celle-ci à quelques scrutins réguliers. La critique est sévère et ne fera pas l'unanimité mais le débat et la liberté

d'examen n'ont pas été relégués au banc de touche.

L'éditeur, Eric Hazan (La fabrique) nous rappelle que dans les années '20 la Révolution surréaliste proposait diverses enquêtes à propos de sujets qui se rejoignaient sur un point : il semblait impensable d'y apporter de la nouveauté – *l'amour, le suicide, le pacte avec le diable*. Pourtant, nous remémore-t-il, les réponses d'Artaud, de Crevel, de Naville, de Ernst ou de Bunuel, projettent sur ces thèmes des éclairages croisés qui surprennent le lecteur un siècle plus tard. C'est sur base de ce modèle et autour d'une question que le livre s'est construit :

“Le mot “démocratie” semble aujourd'hui organiser un consensus très vaste. Certes, on discute, parfois âprement, au sujet de la ou des significations de ce mot. Mais, dans le “monde” où nous vivons, il est généralement admis de lui attribuer une valeur positive. D'où notre question : pour vous, y a-t-il un sens à se dire “démocrate” ? Si non, pourquoi ? Et si oui, selon quelle interprétation du mot ?” (p. 7)

Giorgio Agamben ouvre le bal par une note liminaire instructive sur la notion de démocratie et son ambiguïté fondamentale, source de malentendus et d'usages fallacieux. Le terme désigne à la fois une forme de constitution du corps politique et

*Bruxelles *Laique Echos*

une technique de gouvernement gestionnaire, c'est-à-dire à la fois la forme de légitimation du pouvoir et les modalités de son exercice. La politique aujourd'hui se réduit toujours plus à la gestion mais prétend agir au nom de la souveraineté populaire.

Alain Badiou enchaîne en décryptant le concept de démocratie en tant qu'emblème intouchable du système symbolique de notre monde politique. Il est possible, selon lui, de critiquer la société dans laquelle nous vivons de la manière la plus virulente ou féroce, du moment que c'est fait au nom de la démocratie et tant que cet emblème ne fait jamais l'objet d'une remise en question. Il importe donc de le destituer de son trône pour lui redonner une portée réelle. Badiou argumente à partir des deux critiques platoniciennes de la démocratie : *"le monde démocratique n'est pas réellement un monde et le sujet démocratique n'est constitué qu'au regard de sa jouissance."* Et, au terme de son développement, restitue son sens originel à la démocratie : *"l'existence des peuples, conçue comme pouvoir sur eux-mêmes"* et donc processus ouvert de dépérissement de l'État.

Selon la lecture historique de Daniel Bensaïd, la démocratie n'est aux tenants de l'idéologie libérale que le *"faux nez du despotisme marchand et de sa concurrence non faussée"* (p. 27). La peur des masses et la passion de l'ordre sont, selon l'approche léniniste de l'auteur, le fond de cette idéologie. Il soutient la thèse de la forme parti, opposant l'autorité collective à l'autorité subjective d'un individu et celle de la prise du pouvoir étatique pour arriver

à une démocratie plus radicale qui mettrait à mal l'hégémonie des classes dominantes. Répondant à Rancière, il s'exprime en ces termes : *"la démocratie peut-elle être scandaleuse ? Précisément, parce qu'elle doit, pour survivre, aller toujours plus loin, transgresser en permanence ses formes instituées, bousculer l'horizon de l'universel, mettre l'égalité à l'épreuve de la liberté. [...] Elle n'est donc elle-même que si elle est scandaleuse jusqu'au bout."* (p. 56)

D'une pensée plus claire mais non moins théorique et rigoureuse, Wendy Brown pose les bases de son intervention en considérant la démocratie "euro-atlantique" comme un *signifiant vide*, telle une marque qui dissocie l'image du produit à vendre de son contenu réel. Elle rappelle ensuite que cette forme de démocratie libérale n'est qu'une variante parmi les différents modes de partage du pouvoir issu du *demos* grec. Elle souligne enfin quelques paradoxes concernant l'homme et son rapport avec la liberté après avoir rendu compte des pouvoirs de "dé-démocratisation" que l'oligarchie libérale impulse pour satisfaire ses intérêts.

Dans la même lignée que ses co-auteurs, Jean-Luc Nancy souligne l'insignifiance du concept fourre-tout lorsqu'on en retire toute possibilité d'interrogation ou de remise en question. Il se propose de faire comparaître ce dernier devant le tribunal de la raison. Au cours de cet exercice de critique kantienne de la démocratie, Nancy rejoint l'ambiguïté du concept pointé par Agamben et se démarque de Badiou au sujet de la disparition de l'État : celui-ci doit être maintenu dans un souci

de conserver une séparation entre le social et la politique. En soupesant la puissance autocréatrice du principe démocratique délesté de tout fondement transcendant, Nancy voit dans la démocratie, non pas *"le nom d'une autogestion de l'humanité rationnelle, ni le nom d'une vérité définitive inscrite au ciel des Idées"* mais le nom *"d'une humanité qui se trouve exposée à l'absence de toute fin donnée – de tout ciel, de tout futur, mais non de tout infini"* (p. 94).

Jacques Rancière renchérit sur le fait qu'on ne peut réduire la démocratie à une forme de gouvernement ou à un mode de vie sociale. Il s'appuie ensuite sur de nombreux exemples pour déterminer que le seul consensus qui réside autour de la démocratie est bien celui qui consiste à diviser la notion. L'essence de la démocratie consiste à se disputer sur son sens, à lutter pour actualiser son sens. La démocratie n'est, selon lui, pas un idéal à atteindre mais le présupposé égalitaire du fait politique. Il y a politique au vrai sens du terme (c'est-à-dire émancipation et non police, gestion) chaque fois que des laissés-pour-compte réussissent à faire entendre leur voix.

Kristin Ross, se basant entre autres sur l'exemple du referendum sur le traité de Lisbonne, s'exprime, à l'instar de Blanqui, sur le caractère "caoutchouteux" de la notion de "démocrate". Sa vision se rapproche sur ce point de celle de Brown, considérant l'oligarchie libérale comme le meilleur promoteur de la démocratie mais comme son plus grand discrédit. Pour elle, le sens originel, plus large et plus évocateur, du mot "démocratie" a été

remis à notre portée par la rencontre de Rancière avec Jacotot : *“la capacité de faire des choses”*. La démocratie refuse cette scission de la société qui tend à dire que tels individus ont la capacité de faire quelque chose et tels autres ne l’ont pas. Elle conclut en proposant que la démocratie, comme l’amour dans un slogan de Rimbaud, soit à réinventer.

Dernier auteur à s’exprimer, Slavoj Žižek considère, multiples exemples à l’appui, que *“la forme parlementaire mine la démocratie par la passivité du peuple qu’elle implique ainsi que par les privilèges croissants concédés à l’exécutif par une logique rampante de l’état d’urgence”* (p.124). Il rappelle également que la brutalité dic-

tatoriale avec laquelle notre système capitaliste s’est développé était loin d’être démocratique et se rapproche fortement de ce qui se passe en Chine aujourd’hui. Il écarte avec véhémence tout lien qui pourrait être établi entre capitalisme et démocratie. Il juge de la nécessité du combat des classes opprimées n’ayant pas de compte à rendre à un système antidémocratique qui les domine. Enfin, il conclut en expliquant que lorsque la gauche radicale accède au pouvoir par le biais des élections, son signe de reconnaissance est qu’elle commence par en changer les règles en s’appuyant directement sur les mouvements de mobilisation et en imposant de nouvelles formes d’auto-organisation locale notamment. Cela faisant, elle

est, selon lui, guidée *“par la juste intuition des biais de classe de la forme démocratique”*.

Je citerai Franz. B dans *Alternative Libertaire* pour conclure car il parvient à faire ressortir deux éléments qui semblent faire consensus dans le tourbillon de pensées éparses, disparates et parfois contradictoires des huit auteurs de ce livre : *“D’abord la démocratie est un signifiant vide susceptible des plus contradictoires réappropriations [...]. Ensuite, ce concept a largement été annexé pour légitimer, via les institutions bourgeoises, la domination et l’expansion du capitalisme”*.

*“Le drapeau va au paysage immonde, et notre patois étouffe le tambour.
Aux centres nous alimenterons la plus cynique prostitution. Nous massacrerons
les révoltes logiques.
Aux pays poivrés et détrempés ! — au service des plus monstrueuses exploitations
industrielles ou militaires.
Au revoir ici, n’importe où. Conscrits du bon vouloir, nous aurons la philosophie
féroce ; ignorants pour la science, roués pour le confort ; la crevaision pour le
monde qui va. C’est la vraie marche. En avant, route !”*

Démocratie, Arthur Rimbaud

Par Cedric TOLLEY*

INTERVIEW DE THIERRY DELFORGE
Militant syndical, communiste (marxiste-léniniste),
instituteur retraité.



Il est des façons très diverses d'apporter sa contribution à la vie en société. Et la manière citoyenne, qui est l'objet du présent numéro, est elle aussi très diverse. La majeure partie de ce dossier porte sur des façons très actuelles de s'engager, dont certaines sont qualifiées de "post-modernes" par Thierry Delforge. Pour mettre en débat ces nouvelles modalités de l'engagement, il nous a semblé opportun de donner la parole à un militant politique et syndical de la "vieille école". Si personne ne peut assurer que telle ou telle méthode est plus susceptible qu'une autre d'apporter les changements radicaux qui permettraient de gagner une réelle égalité entre les personnes et un respect constant de la dignité humaine, nous ne pouvons faire l'économie de prendre en compte la méthode révolutionnaire promue et mise en pratique par les socialistes révolutionnaires qui ont été présents lors des luttes qui ont effectivement apporté un progrès social. Ceci d'autant plus qu'actuellement, leurs méthodes, au titre desquelles la grève et la manifestation, sont l'objet non seulement de criminalisation mais aussi d'une stigmatisation politique et médiatique qui voudrait les exclure de l'univers des possibles en matière de lutte.

**Bruxelles Laïque Echos*

De quelle façon peut-on s'engager en tant que citoyen à l'heure actuelle ?

Les rapports sociaux et les rapports de forces ne sont pas différents maintenant qu'au siècle passé. La première chose à faire lorsqu'on entend lutter pour l'égalité et la solidarité, c'est être informé sur la façon dont se passent les choses. Une connaissance historique des progrès de l'humanité est une base nécessaire à l'action.

En particulier, l'histoire des révolutions et, au plus près de nous, de la Révolution française, permet d'y voir plus clair sur les grands changements qui avancent vers une démocratie plus populaire. Et lorsque je parle de la connaissance de l'histoire, il s'agit d'une connaissance moins superficielle et cadencée par le pouvoir que l'histoire qui est enseignée à l'école. La révolution française est sanglante, elle ne s'est pas faite avec des fleurs. Et les résultats de cette révolution ne sont pas les droits de l'Homme tels qu'ils sont arrivés jusqu'à nous. Dans la Déclaration des Droits de l'Homme de 1793, il y avait une disposition qui prévoyait la peine de mort pour les spéculateurs, à savoir ceux qui font de l'argent à partir des besoins élémentaires de la population. Et surtout, son article 1^{er} qui proclamait "tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en dignité et en droit". C'est le caractère de lutte des classes des révolutions modernes qui m'intéresse.

Un autre exemple est celui de la commune de Paris, qui a permis de tester un modèle qui était pensé pour fonctionner à l'échelle d'un pays et pourquoi pas de manière internationale, un système qui se voulait

démocratique et égalitaire. L'expérience de la Révolution d'octobre est aussi à connaître, car malgré les nombreuses calomnies et la propagande antisoviétique qui tient lieu d'histoire officielle chez nous, la révolution russe a permis de mettre en place un système autre que le système capitaliste, un système socialiste qui avait certes ses défauts et ses événements sanglants, mais qui a montré aussi de belles réussites et qui ne peut être réduit ni au stalinisme ni à sa déliquescence finale. Il n'y a, bien sûr, pas lieu de présenter la situation comme idéale mais l'Union soviétique a, à la fois, connu un développement sans précédent dans l'histoire et, à la fois, été un modèle d'inspiration pour la résistance européenne à l'occupation nazie et pour les luttes qui, en Europe occidentale, ont rendu possible les meilleurs progrès sociaux qu'a connus le XX^e siècle.

La connaissance de l'histoire sociale et économique, outre une nécessité pour s'engager de manière cohérente, est aussi un facteur de prise de conscience. Une conscience qui fait basculer de l'autre côté, du côté où il n'est plus possible de regarder les opprimés avec condescendance, mais où nous sommes poussés à nous battre contre l'oppression.

Cependant, il est difficile pour un intellectuel de passer à l'action. Car l'autre monde, celui de la lutte, est un monde qui a toujours pratiqué la subversion, l'action directe, la résistance et une forme de violence qui n'est pas considérée comme légitime par le pouvoir et par la culture ambiante. Déjà la moindre grève est considérée par le système comme une forme de violence inacceptable.

Et au niveau local ?

S'engager au niveau local, là où nous nous trouvons, c'est, à un premier niveau, rester vigilant et critique à l'égard de la propagande du pouvoir impérialiste relayée par les médias. Promouvoir une information indépendante et dénoncer les contre-vérités qui favorisent le maintien de l'oppression et l'ambiance de renoncement. Il s'agit aussi d'être présent dans la cité, de ne jamais se taire lorsque nous sommes confrontés à une injustice ou un fait de l'oppression qui mérite une prise de conscience et une réaction. Ensuite vient un versant plus subversif. Et je n'utiliserais pas le terme "citoyen" qui me paraît être trop désincarné et engendrer une solidarité plutôt symbolique qui fait l'économie d'une confrontation qui est nécessairement brutale avec les moyens de l'oppression, notamment la police.

Mais qu'en est-il du syndicalisme ?

Le combat syndical est indispensable pour maintenir les acquis des luttes passées et tenter, même dans une perspective réformatrice, d'améliorer les conditions de travail qui sont souvent pénibles et irrespectueuses des travailleurs. Mais cela ne nous dispense pas de lutter sur les autres fronts, idéologique, intellectuel, médiatique, pour la défense et l'acquisition des droits les plus élémentaires et revenir aux fondamentaux, c'est-à-dire que l'objectif est de rétablir la souveraineté populaire, un régime qui garantisse l'éducation, la santé, le logement, la culture ainsi que l'imposition de conditions de travail et de salaire égalitaires (avec une tension maximale de 3 ou 4 entre les revenus les plus faibles et les plus élevés) qui permettent à chacun de profiter

du progrès et plus simplement, de la vie... Les syndicats jouent un rôle dans tout cela, notamment en matière de formation, mais leur insertion forte dans le système social-démocrate ne leur permet pas d'assumer les solutions de luttes qui devraient permettre d'aboutir à cette société égalitaire, c'est-à-dire, des solutions éventuellement violentes à l'image de la résistance qui, durant la deuxième guerre mondiale, a été le ferment des acquis sociaux d'après-guerre. On peut pourtant s'inspirer du programme du Conseil National de la Résistance, Conseil qui luttait à la fois contre le nazisme et pour un changement de régime mais qui, à l'heure actuelle, fait l'objet de nombreuses attaques. Un travail de conviction, un travail de mémoire, serait nécessaire pour réhabiliter ce programme qui suggérait, par exemple, un contrôle systématique de la comptabilité des banques ou la nationalisation de la production et de la distribution de l'énergie. Autant de revendications qui allaient de soi pendant la résistance et après la guerre car, derrière la résistance, il y avait toutes les revendications du mouvement ouvrier qui avaient été réprimées pendant les années '30.

Concrètement, une personne qui tout d'un coup prend conscience d'injustices et qui entend œuvrer à les combattre, comment peut-il s'engager aujourd'hui ?

Je suis un peu dérangé par l'idée du "tout d'un coup". Effectivement, les raisons de s'indigner ne manquent pas. Le cas, par exemple, de ce jeune Chilien agressé par la police alors qu'il se rendait au 127bis pour le festival SteenRock est emblématique de la violence institutionnelle permanente qui nécessite notre indignation et notre révolte.

Un des problèmes initiaux de l'inertie et de la difficulté des personnes à accepter de mettre tous les moyens en œuvre pour contrer ce type de violence, est celui du manque de confrontation de la jeunesse avec les situations confrontantes réelles. Nous cherchons par tous les moyens à préserver nos enfants d'une réalité sociale qui est à la fois violente, injuste et arbitraire. Et refuser à nos enfants de se confronter à cette réalité, la leur cacher, c'est aussi prendre le risque qu'ils soient ensuite tétanisés lorsque, devenus adultes, ils en font enfin l'expérience. Qu'ils se retrouvent en fait, en proie à une construction mentale qui invite à se réfugier dans le rêve et à garder bonne conscience tout en restant dans l'inaction. Ce qui n'exclut ni les sentiments généreux, ni l'engagement politique, mais qui empêche en réalité de se donner les moyens nécessaires pour renverser le système oppressif. Finalement, la culture actuelle, qui se traduit largement dans l'éducation, est une culture qui prône à la fois la non-violence, l'immobilisme, la peur de l'autre et de la solidarité, c'est une culture de la classe dominante et du statu quo qui ont été imposés même à ceux qui ne font pas partie de cette classe dominante.

Cependant, les personnes qui s'engagent actuellement ont des profils variés. Et l'on voit dans les grandes manifestations syndicales, tel que le dernier rassemblement européen à Bruxelles, des travailleurs qui sont pleinement conscients de leur droits et de l'exploitation dont ils sont victimes, conscients aussi du contexte économique international, parfaitement motivés. Certes, leurs manifestations sont encadrées par la police ou les syndicats eux-mêmes, ce qui canalise considérablement leurs possibilités

d'action. À l'autre extrême, nous avons des petits groupes, qui expriment leur révolte de toutes les façons possibles et qui peuvent mener des actions exemplaires dans l'idée de mobilisation populaire mais elles sont trop marginales pour développer une réelle capacité de renversement. Entre les deux, il y a la nécessité d'organiser et de s'organiser en mouvement plus massif et plus décidé pour avoir un réel impact sur la politique et le fonctionnement socio-économique. Parce qu'à l'heure actuelle, au croisement de la culture un peu post-moderne et un peu non-violente, d'une part, et, d'autre part, de la façon dont le système répressif encadre les mouvements sociaux, il y a une perte de conscience de la part des personnes qui s'engagent, de la nature de ce système répressif. Il y a encore une trentaine d'années, par exemple, il n'était pas concevable que des policiers entrent dans une manifestation pour arrêter une personne qui faisait partie de la masse. Jamais les manifestants n'auraient laissé faire. C'était inconcevable, même la police n'y aurait pas pensé. Encore aujourd'hui, dans d'autres pays, le moindre indic, le moindre flic en civil dans une manifestation se fait éjecter violemment. Il n'est pas pensable qu'il puisse y avoir une forme de contact entre la manifestation et le système répressif autre que nécessairement violent. Ce sont les travailleurs, les salariés, qui sont au cœur de l'appareil productif, qui ont les moyens de connaître cet appareil, d'y résister et d'avoir la perspective de se l'approprier.

Comment prendre part à une action ou une manifestation militante actuellement ?

Il manque actuellement une certaine cohérence organisationnelle et idéologique

lorsque nous organisons des manifestations revendicatives.

Alors un pis-aller, c'est de prendre place dans une manifestation dont on désapprouve l'idéologie pour parler avec les gens qui y sont venus et leur proposer d'autres façons de mener nos manifestations.

Il est symptomatique que, par exemple, la police puisse intervenir de façon ciblée pour arrêter des militants dans le cortège d'une marche blanche sans que personne ne bouge, alors qu'elle n'aurait jamais même osé se montrer face aux centaines de milliers de personnes qui défilaient pour dénoncer la guerre du Viêt-Nam. La manifestation devrait être une entité à laquelle la répression ne peut pas s'attaquer. Et pour montrer qu'on est loin d'un effet de structure lié à l'organisation de la police ou de la répression, mais bien face à un manque d'organisation et de cohérence de la part des manifestants, nous pouvons prendre à témoin les manifestations organisées dans les années '90 par la délégation syndicale des Forges de Clabecq. Cette délégation, qui est contemporaine des marches blanches ou des manifestations de sans-papiers, parvient à mettre des dizaines de milliers de personnes dans la rue contre la fermeture de leur entreprise, et organise des manifestations dans lesquelles il n'est pas question qu'il y ait la moindre intervention policière. Et lorsque la répression s'abat sur une telle manifestation, il est bien clair qu'il n'y a aucune connivence entre l'organisation et la police et qu'il n'y a aucune référence aux bonnes manières ou au respect de la loi, c'est une confrontation stricte et brutale rendue possible par la conscience insurrectionnelle des organisateurs et des

participants à cette manifestation. Ainsi, les objectifs sont compris par les manifestants comme suffisamment légitimes pour ne pas être abandonnés par peur d'une confrontation. Nous ne sommes pas dans les mêmes registres d'organisation ni dans les mêmes registres de détermination dans la plupart des manifestations que nous connaissons actuellement. Et cela relève d'une question de conscience sociale et politique qui n'est pas la même.

En ce qui concerne les luttes qui ont cours actuellement dans notre pays, quelles sont celles que tu soutiens et pour quelle raison ?

Fondamentalement, la base des relations sociales et de chaque action humaine est la liberté d'expression. Tous les moyens sont bons, depuis l'aparté clandestin dans les cabinets jusqu'à la possibilité d'intervenir dans les médias, même les médias sous contrôle, afin de transmettre des propositions politiques et idéologiques qui sortent des limites que voudraient nous imposer ceux qui défendent le statu quo de l'oppression. Donc, premièrement, les luttes qui défendent et mettent en œuvre la liberté d'expression.

Deuxièmement, la liberté d'action. La liberté de s'organiser pour manifester, pour poser des actes qui sont parfois devenus des délits, les moyens d'expression non oraux, l'affichage et le "chaulage"¹ qui, au nom du civisme et de l'écologie, sont maintenant réprimés. De s'organiser pour faire résistance à la violence de la répression et de l'oppression. D'agir par des moyens de résistance pour tenir en échec la répression de la liberté d'expression et d'association,

pour saboter et faire obstruction aux mécanismes de répression ou de confiscation des droits essentiels des personnes. Quand il s'agit de mettre en cause le système qui opprime, la violence, par exemple lors de la destruction de symboles, est légitime et les militants doivent pouvoir défendre ce point de vue et le faire entendre. En la matière, elle fait partie de la liberté d'expression, exprimer sa colère ou son refus d'un système qui est autrement plus violent et qui lui ne s'attaque pas qu'à des symboles, mais bien à notre possibilité de vivre et parfois de survivre, dans cette société.

En conclusion ?

Ce n'est pas à moi de conclure. Mais il reste ici énormément de travail en termes militants. Et j'ai toute confiance en la jeunesse pour mener ce combat de façon sérieuse et intelligente, refusant cette échappatoire que constitue le gauchisme (au sens de Lénine) souvent d'inspiration petite bourgeoise. Je pense que nous avons connu un down, un révisionnisme historique et politique magistral allant jusqu'à cette proclamation de la "fin de l'Histoire". Ce négationnisme, qui s'est étendu des années '90 au 11 septembre 2001, était devenu un préalable pour les intellectuels cherchant la notoriété. Mais alors qu'à cette date nous étions "tous américains", l'effectif de ceux-là se réduit de plus en plus et, de plus en plus nombreux sont ceux qui veulent maintenant agir contre les oppressions, l'impérialisme, prêts à combattre la propagande qui incite à l'inaction, prêts à renouer avec des pratiques plus révolutionnaires.

¹ Graffiti politique.

Par Mario FRISO*



Depuis la naissance de la démocratie sur l’agora d’Athènes, le concept a fait du chemin et semble aujourd’hui focaliser les aspirations d’une partie croissante de la population mondiale en quête de liberté, mais aussi des critiques de notre modèle politique visant à dépasser nos démocraties actuelles coupables de perpétuer l’exclusion, l’injustice et l’austérité. Là-bas, comme ici, de nouvelles formes de citoyenneté refusent les modèles figés.

De Marine Le Pen, présidente du FN, qui dans son dernier discours dit se battre “pour la démocratie” et “pour les libertés fondamentales” en passant par les soulèvements populaires du monde arabe, fatigué de devoir supporter des régimes dictatoriaux nauséabonds, jusqu’aux “indignados” madrilènes, qui se sont appropriés la rue pour dénoncer le “piège démocratique” et appeler à la réforme nécessaire pour atteindre la démocratie réelle, notre modèle démocratique n’a pas fini d’occuper une place centrale dans les discussions, qu’elles aient lieu au café du coin ou au sein de cénacles élitistes.

Ces luttes émancipatrices de populations héroïques et ces débats animés d’enfants gâtés confirment une chose : la démocratie est bien une idée simple et un problème dont les données changent avec les évolutions sociales, économiques, techniques... Sans doute est-ce pourquoi la démocratie apparaît comme un enjeu à la fois intemporel et si actuel.

*Bruxelles Laïque Echos

<http://www.engagement-citoyen.be/>

Cette fois je clique !

Dans le cadre de l'année européenne du volontariat, le Centre d'Action Laïque lance une campagne de sensibilisation et d'actions qui invite à davantage de citoyenneté active face aux injustices et à la précarisation mais aussi pour éviter l'oubli de catégories de personnes fragilisées dans notre société.

Tous les détails sur le site.

<http://www.agoravox.fr/>

S'exprimer et s'informer autrement

AgoraVox, est un média qui se veut 100 % citoyen et 100 % participatif. Ses principales missions sont l'information à l'égard du public et le soutien à la liberté d'expression. Le site regorge de rubriques proposant des articles de fond ou surfant sur l'actualité. Des thèmes très diversifiés ainsi que des propositions plus ludiques (vidéo "pop"), font de ce site un incontournable ! Un seul regret : la présence pestilentielle de pubs...

<http://www.espace-citoyen.be/>

Géré par des journalistes et des enseignants, le portail de la citoyenneté en Communauté française, vise à encourager une citoyenneté active chez les jeunes. Le

site propose différentes clés de compréhension aux jeunes pour leur permettre de décoder le monde qui les entoure, de débattre de certains sujets de société et de s'engager activement dans la collectivité.

Une partie du site est réservée aux enseignants et animateurs et offre de nombreuses pistes pédagogiques pour aborder la citoyenneté avec les jeunes.

<http://www.rue89.com/>

La rue, parce qu'elle est synonyme de circulation, de rencontres, de vie, de terrasses de café. "89" pour évoquer la révolution, celle de l'Internet et de l'information. L'ambition de Rue89 : inventer un média qui marie journalisme professionnel et culture de l'Internet. Cette manière d'informer repose sur la coproduction de contenus entre des journalistes, des experts, des passionnés, des témoins, des blogueurs et tous les visiteurs du site.

Un site très dynamique en quête d'information "décalée" par rapport aux médias traditionnels.

Malheureusement, ici aussi le site est marqué par les stigmates de la dictature publicitaire.

<http://bxl.indymedia.org/>

Indymedia Bruxelles peut être à certains égards, comparé à Rue89 et Agoravox : un média participatif se voulant indépendant de toute autre organisation et visant à faciliter l'accès de tous à une information libre et indépendante.

La spécificité d'Indymedia en fait son intérêt : la Belgique est ici un point focal parmi d'autres centres d'intérêts plus internationaux. De plus, ici, les annonceurs publicitaires ont été excommuniés...

<http://bxl.demosphere.eu>

Démosphère c'est essentiellement un agenda sur le web pour aider les habitants de la région bruxelloise à se rencontrer, à agir, et à se réappropriier la politique. Démosphère BXL parcourt, tous les jours, des centaines de mails et de pages web pour trouver, saisir et présenter ces rendez-vous.

Le site a démarré en novembre 2010 et est appelé à devenir un espace ouvert et collaboratif.

Conseil d'Administration

Direction

Comité de rédaction

Philippe BOSSAERTS
Jean-Antoine DE MUYLDER
Anne DEGOUIS
Isabelle EMMERY
Francis GODAUX
Ariane HASSID
Christine MIRONCZYK
Michel PETTIAUX
Johannes ROBYN
Benoît VAN DER MEERSCHEN
Cédric VANDERVORST
Myriam VERMEULEN

Fabrice VAN REYMEANT

Juliette BÉGHIN
Mathieu BIETLOT
Mario FRISO
Thomas LAMBRECHTS
Sophie LEONARD
Alexis MARTINET
Ababacar N'DAW
Cedric TOLLEY

GRAPHISME

Cédric BENTZ & Jérôme BAUDET

EDITEUR RESPONSABLE

Ariane HASSID

18-20 Av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles

ABONNEMENTS

La revue est envoyée gratuitement aux membres de Bruxelles Laïque. Bruxelles Laïque vous propose une formule d'abonnement de soutien pour un montant minimum de 7€ par an à verser au compte : **068-2258764-49**.

Les articles signés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.

Après les printemps arabes, les indignés de Madrid à Bruxelles ont exprimés leur refus d'une démocratie fantoche soumise aux intérêts des marchés financiers et générant toujours plus de précarité. Eux aussi souhaitent à la fois plus de démocratie et plus de justice sociale. La citoyenneté ne se limite pas à l'exercice de droits et devoirs codifiés. Elle exige un engagement permanent pour prendre part à la vie de la cité et faire progresser les droits et les libertés. La démocratie est un idéal, un projet qui doit sans cesse se raviver, se réinventer et s'étendre. Ce qui n'est pas si simple et soulève de nombreuses questions d'organisation, de faisabilité, de représentation, de légitimité, de modèles,...



Avenue Stalingrad 18-20 • 1000 Bruxelles
Tél.: 02 289 69 00 • fax: 02 502 98 73
www.bxllaique.be • bruxelles.laique@laicite.be